



**CTB**



## **RAPPORT DES REULTATS 2012**

**PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE  
L'ELEVAGE DU ZEBU MAURE DANS LE CERCLE  
DE NARA (PRODEZEM)  
MLI0902811**



<b>Acronymes</b> .....	<b>3</b>
<b>1Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)</b> .....	<b>4</b>
1.1 FICHE PROJET.....	4
1.2 PERFORMANCES DU PROJET.....	4
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE.....	5
1.4 RESUME.....	5
<b>2Analyse de l'intervention</b> .....	<b>6</b>
2.1 CONTEXTE .....	6
2.1.1 Contexte général.....	6
2.1.2 Contexte institutionnel.....	6
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution .....	7
2.1.4 Contexte HARMO.....	7
2.2 OUTCOME .....	8
2.2.1 Analyse des progrès réalisés .....	8
2.2.2 Gestion des risques.....	11
2.2.3 Impact potentiel.....	13
2.2.4 Critères de qualité .....	13
2.3 OUTPUT 1 .....	17
2.3.1 Analyse des progrès réalisés .....	17
2.3.2 Exécution budgétaire.....	19
2.3.3 Critères de qualité .....	20
2.4 OUTPUT 2 .....	21
2.4.1 Analyse des progrès réalisés .....	21
2.4.2 Exécution budgétaire.....	24
2.4.3 Critères de qualité .....	24
2.5 OUTPUT 3 .....	25
2.5.1 Analyse des progrès réalisés .....	25
2.5.2 Exécution budgétaire.....	27
2.5.3 Critères de qualité .....	27
<b>3Thèmes transversaux</b> .....	<b>35</b>
3.1 GENRE .....	35
3.2 ENVIRONNEMENT.....	35
3.3 AUTRE.....	36
<b>4Pilotage et apprentissage</b> .....	<b>37</b>
4.1 PLAN D'ACTION .....	37
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	38
<b>5Annexes</b> .....	<b>39</b>
5.1 CADRE LOGIQUE D'ORIGINE.....	40
5.2 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR .....	54
5.3 APERÇU DES MORE RESULTS .....	54
5.4 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » .....	55
5.5 RESSOURCES .....	59
5.6 DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI.....	61

## Acronymes

AGR	Activité génératrice de revenus
BAB	Banque d'aliment bétail
CCOSAD	Comité communal d'orientation et de suivi des actions de développement
CLOCSAD	Comité local d'orientation et de suivi des actions de développement
CRA	Chambre régionale d'agriculture
CT	Collectivités territoriales
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
CTOS	Commission technique d'orientation et de suivi
CVR	Cabinet vétérinaire rural
DAO	Dossier d'appel d'offres
DLCA	Délégation locale de la chambre d'agriculture
DNPIA	Direction nationale des productions et des industries animales
DRPIA	Direction régionale des productions et des industries animales
DRSV	Direction régionale des services vétérinaires
EFP	Expert en finances publiques
ER	Eleveur relais
ES	Eleveurs sélectionneurs
GAR	Gestion axée sur les résultats
ICD	Initiatives Conseils Développement (ONG)
IER	Institut d'économie rurale
IMF	Institution de micro finance
IOV	Indicateur objectivement vérifiable
LAF	Local administrator finance
M&E	Monitoring and Evaluation
M&E	Monitoring et évaluation
OP	Organisation paysannes
PADK-II	Projet d'appui à la décentralisation dans la région de Koulikoro- deuxième phase
PAG	Programme d'amélioration génétique
PAPAM	Projet d'appui à la productivité agricole au Mali
PDSEC	Programme de développement socioéconomique communal
PRODEL-K	Projet de développement de l'élevage dans la région de Koulikoro
PRODEVALAIT	Projet de développement et de valorisation du lait crû local
PRODEZEM	Projet d'appui au développement de l'élevage du zébu Maure
PV	Poste vétérinaire
RSAP	Réseau de santé animale de proximité
S/E	Suivi et évaluation
SC	Sociétés coopératives
SDSES	Service du développement social et de l'économie solidaire
SLPIA	Service local des productions et des industries animales
SMCL	Structure mixte de concertation locale
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
Socio écon.	Socio économiste
STD	Service technique déconcentré
SV	Service vétérinaire
TDR	Termes de référence
UAC	Unité d'appui et de coordination,
UAPIA	Unité d'appui des productions et des industries animales
UBT	Unité bétail tropical
VSF-B	Vétérinaires sans frontières – Belgique (ONG)

# 1 Aperçu de l'intervention

## 1.1 Fiche projet

Nom du projet	Projet d'Appui au Développement de l'Élevage du Zébu Maure dans cercle de Nara (PRODEZEM)
Code du projet	MLI 09 028 11
Emplacement	Cercle de Nara dans la Région de Koulikoro
Budget	8.000.000€ (contribution belge) et 800.000€ (contribution malienne)
Institution partenaire	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) du Ministère de l'Élevage et de la Pêche (MEP).
Date de la Convention de mise en œuvre	05/02/2010.
Durée (mois)	72 mois
Groupes cibles	Populations du Cercle de Nara.
Impact <sup>1</sup>	La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara.
Outcome	La productivité des systèmes d'élevages est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure.
Outputs	L'accès aux ressources pastorales est amélioré dans cinq communes du Cercle de Nara.
	La gestion technique des élevages traditionnels est améliorée.
	La commercialisation des productions de l'élevage est mieux organisée et plus rémunératrice.
	Les capacités des acteurs institutionnels locaux à collaborer pour appuyer le développement de l'élevage sont améliorées.
	Un programme de préservation et de sélection du zébu Maure est initié.

## 1.2 Performances du projet

	Effizienz	Efficacité	Durabilité
<b>Objectif Spécifique</b>	B	B	B
<b>Résultat 1</b>	B	B	B
<b>Résultat 2</b>	B	B	A
<b>Résultat 3</b>	B	B	B
<b>Résultat 4</b>	B	B	B
<b>Résultat 5</b>	B	B	B

<sup>1</sup> L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

## 1.3 Exécution budgétaire

Budget total	Programmé Q1-2012	Dépenses année 2012	Dépenses Totales au 31/12/ 2012	Solde au 31/12/2012	Taux de décaissement total
8.000.000€	2.178.580€	797.980,14€	1.796.672,15€	6.203.327,85€	22%

Alors que le projet est à sa deuxième année de mise en œuvre, son taux d'absorption financière demeure encore très faible, soit 22%, à cause de deux facteurs : (i) un démarrage trop lent qui a duré près d'une année et (ii) un arrêt momentané des activités sur terrain consécutif au contexte sociopolitique que vit le Mali depuis mars 2012.

L'année 2011 avait été consacrée essentiellement à la mise en place de divers accords d'exécution avec divers acteurs institutionnels (DRPIA, IER) et de partenariats opérationnels avec des ONG et partenaires privés (VSF-B, ICD, Bureaux d'études privés) ainsi qu'à diverses études notamment celles relatives à la réhabilitation d'anciens périmètres pastoraux et l'ouverture de nouveaux. Dès lors, l'année 2012 devait consacrer beaucoup d'investissements et de réalisations sur le terrain ; c'est pourquoi son budget initial atteignait 2.178.580€. Malheureusement, le contexte sociopolitique intervenu depuis mars 2012 a induit le gel des appuis institutionnels sur tout le reste de l'année et la reprise des activités de terrain depuis juin 2012 uniquement sur les actions portant sur les appuis aux systèmes productifs des populations. En somme les dépenses de l'année 2012 s'élèvent à 797 980€ soit 37% de la programmation initiale Q1-2012.

Pour l'année 2012, la contribution malienne (budget spécial d'investissement « BSI ») s'est élevée à 50.000.000 de francs CFA soit environ 76 220€ en plus des salaires et avantages salariaux alloués aux fonctionnaires affectés au projet. Cette somme représente l'acquisition de 9 motos pour le personnel d'appui et la construction de deux bâtiments du Service Local des productions et des Industries Animales (SLPIA) et de l'Unité d'Appui des Productions et des Industries Animales de Nara

## 1.4 Résumé

Formuler 5 points clés (brièvement, en une ou deux phrases) dont un lecteur du présent rapport doit se souvenir.

<ul style="list-style-type: none"> <li>La réhabilitation d'anciens périmètres pastoraux et la création de nouveaux périmètres pour améliorer l'accès du bétail aux ressources fourragères</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'installation de cabinets vétérinaires ruraux dans le cadre d'un réseau de santé animale de proximité</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>La construction de banques d'aliment bétail pour améliorer l'alimentation du bétail en général, et en saison sèche en particulier</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Accorder des appuis multiformes à des ménages vulnérables dans un élan de lutte contre la pauvreté</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Conduire des études sur les filières animales (lait et bétail/viande) afin de faire des propositions de stratégies de développement de l'élevage dans le cercle</li> </ul>

Fonctionnaire exécution nationale <sup>2</sup>	Fonctionnaire exécution CTB <sup>3</sup>
<b>Mahamadou KASSOGUE</b>	<b>Jean MBAYAHAGA</b>

<sup>2</sup> Nom et signature

<sup>3</sup> Nom et signature

## 2 Analyse de l'intervention<sup>4</sup>

### 2.1 Contexte

#### 2.1.1 Contexte général

La zone d'intervention du projet se situe en région sahélienne dont les ressources pastorales (pâturages et eaux) sont reconnues tributaires de la pluviométrie (dans le temps et dans l'espace). A cet égard, on note que la saison hivernale 2012 (juin à septembre) a enregistré une bonne pluviométrie. Ainsi, les pâturages sont bien garnis et les mares pérennes bien remplies. Ces deux facteurs ont contribué à limiter les déplacements des troupeaux. Aussi, les récoltes agricoles ont été d'un niveau relativement acceptable (65 Kg de céréales/personne/an) tout en demeurant en dessous des normes d'autosuffisance alimentaire (210 kg de céréales/personne/an).

L'invasion acridienne fortement annoncée en début d'hivernage n'a pas eu lieu cette année.

Depuis quelques décennies, la zone sahélienne connaît une situation d'insécurité liée essentiellement à des mouvements indépendantistes du Nord et des groupes islamistes ; en période de forte crise, les mouvements de transhumance des troupeaux sont perturbés car les animaux suivent les déplacements des populations humaines qui fuient les zones de tension.

Au cours de l'année 2012, le climat d'insécurité s'est exacerbé depuis les attaques rebelles du mois de janvier. Le coup d'Etat militaire du 22 mars a provoqué un arrêt temporaire de la Coopération et par conséquent, un ralentissement des activités sur terrain. Une reprise partielle a débuté en juin 2012. Malgré cette reprise, les missions sur terrain sont réduites et l'assistance technique (2 ATI) demeure délocalisée à Bamako ; ces deux facteurs ne favorisent pas un bon suivi des activités sur terrain.

Par ailleurs, le processus de décentralisation des ministères de production dont le Ministère de l'Elevage et de la Pêche, n'a pas été amorcé et donc, en matière de gros investissement sur terrain, les Collectivités demeurent encore des partenaires du projet et non des maîtres d'ouvrage.

#### 2.1.2 Contexte institutionnel

Etant un projet d'appui à la production animale, son ancrage au sein de la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) se révèle très approprié. En outre, la DNPIA joue le rôle d'Ordonnateur à côté de la Représentation de la CTB au Mali qui assume le rôle de Coordonnateur. Depuis plus d'une décennie, une bonne collaboration existe au sein de ce tandem et s'avère être un bon moteur pour la mise en œuvre du PRODEZEM à l'instar des résultats déjà obtenus avec le projet Azawak.

Le projet est rattaché à la Direction Régionale des Productions et des Industries Animales (DRPIA) de Koulikoro, service déconcentré de la DNPIA. A cet effet, la DRPIA assure la supervision du projet au niveau du cercle de Nara et veille à son harmonisation avec les autres projets/programmes au niveau de l'ensemble de la Région de Koulikoro.

Dès la mi-janvier 2012 lors des attaques rebelles du Nord du Mali, la zone de Nara a connu un vent relativement fort du spectre d'insécurité et les activités de terrain ont connu un réel ralentissement. Par la suite, le Coup d'Etat du mars 2012 a induit un arrêt momentané de la Coopération bilatérale. Cependant une reprise partielle est intervenue dès le 21 juin et porte sur le dialogue technique et des actions au bénéfice de la population ; c'est dire donc que les appuis institutionnels sont toujours gelés.

Dans ce contexte, le projet maintient un dialogue technique avec la Direction Régionale des Productions et des Industries Animales de Koulikoro tout en gelant les appuis institutionnels. Toujours ancré au sein de la DNPIA, le pilotage du projet est assuré par un Comité technique de suivi et ses actions sur terrain sont limitées aux appuis au système productif des populations.

---

<sup>4</sup> Dans le présent document : L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

### 2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le projet est géré selon les modalités de la Coresponsabilité. Celle-ci se retrouve à tous les niveaux de mise en œuvre du projet : la DNPIA et la Représentation de la CTB sont co Ordonnateurs du budget du projet, assurent de manière concertée l'orientation et le suivi du projet (coaching et principales décisions etc.) ; le responsable national et le coresponsable assistant technique assurent la codirection du projet dans toutes ses actions. Cette équipe de coordination du projet et l'ensemble de son personnel s'intègrent parfaitement dans le dispositif opérationnel des services déconcentrés de la DNPIA sur terrain.

Dès juin 2012, il a été mis en place un comité technique qui s'inscrit dans l'optique de la reprise partielle de la coopération bilatérale de manière pragmatique en se focalisant sur un dialogue technique orienté vers des actions au bénéfice direct des populations.

Dans le cadre du maintien du dialogue technique, des accords opérationnels d'exécution formalisent de manière adéquate le partenariat avec les services techniques déconcentrés et autres autorités qui, dès lors mettent en œuvre sur le terrain avec le projet certaines activités relevant de leur responsabilité légale.

Au regard des résultats actuels, cette coresponsabilité s'avère très appropriée et constitue un bon outil d'une gestion transparente du projet. Cette coresponsabilité permet de rendre compte facilement notamment grâce à ses outils de planification opérationnelle des activités, des marchés publics et des finances.

### 2.1.4 Contexte HARMO

Le projet s'intègre dans le dispositif organisationnel du Ministère de l'élevage et de la pêche en ce sens qu'il est ancré au sein de la DNPIA et est rattaché à sa direction régionale de Koulikoro et s'intègre dans ses politiques sectorielles : (i) de sécurisation des ressources pastorales, (ii) d'appui à la privatisation de la profession vétérinaire et (iii) de préservation et sélection des races bovines locales.

Sur le terrain, le projet couvre toutes les 11 communes du cercle de Nara. A cet effet, il s'intègre parfaitement dans le découpage administratif du territoire. Ainsi, les activités de terrain du projet sont conduites par les agents des services déconcentrés de la direction régionale des productions et des industries animales et de la direction régionale des services vétérinaires œuvrant au sein du cercle de Nara et dans les communes du cercle.

De par son expertise, le personnel technique du projet contribue au renforcement des capacités des acteurs institutionnels locaux pour une prise en main progressive et totale de toutes les actions du projet.

Pour des actions spécifiques ne relevant pas de son expertise, le projet fait recours à des partenariats notamment des Bureaux d'études et ou des ONG spécialisées à l'instar de Vétérinaires Sans Frontière - Belgique (VSF-B) et ICD (Initiatives, Conseils, Développement).

Dans un élan d'harmonisation des méthodes d'approche et d'intervention, le projet avait attendu le démarrage du programme du Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA) avant la mise en œuvre des appuis aux ménages les plus vulnérables. Après une année d'attente, une approche concertée avec les Collectivités et le Service de Développement Social et de l'Economie Solidaire a été adoptée.

Le montage opérationnel du projet est très semblable à celui des autres projets de la Coopération belge en appui aux actions du Ministère de l'élevage et de la pêche, à savoir : le projet d'appui à la sélection et à la multiplication du zébu Azawak à Ménaka (projet résilié) et le projet d'appui au développement des filières aquacoles dans la région de Sikasso.

La démarche participative du projet, l'implication déjà évidente des services techniques déconcentrés, des collectivités et des comités d'éleveurs dans la mise en œuvre de ses activités (choix des éleveurs sélectionneurs, identification des parcelles pour la

construction des banques d'aliment bétail, identification des sites pour cabinets vétérinaires ruraux, identification de nouveaux périmètres et ou aires pastorales etc....) augurent d'une appropriation potentielle de l'intervention par les bénéficiaires.

## 2.2 Objectif spécifique

L'objectif spécifique de l'intervention est libélé comme suit : « La productivité des systèmes d'élevage est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure ».

N.B : En 2011, les enquêtes de suivi des indicateurs se sont déroulées à cheval sur les mois de mai et de juin ; tandis qu'en 2012, compte de la suspension momentanée des activités du projet, les enquêtes ont été possibles en août.

En zone sahélienne, la saison sèche chaude (mars à juin) et le début de la saison des pluies, constituent la période de soudure pendant la quelle le disponible alimentaire est fortement réduit. Cependant, en août, les animaux ont déjà brouté une bonne herbe et produisent donc plus de lait. Aussi, pour l'année 2012, le mois d'août a correspondu avec le Carême (RAMADAN), période durant laquelle les ménages font des efforts exceptionnels pour améliorer la ration alimentaire.

Compte tenu de ces facteurs, il est aisé de comprendre que dans la suite des analyses, certains indicateurs relatifs à l'alimentation présenteront des valeurs supérieures aux prévisions de 2012.

### 2.2.1 Analyse des progrès réalisés

<b>Objectif spécifique:</b> La productivité des systèmes d'élevages est améliorée dans le cercle de Nara grâce à l'amélioration des conditions d'élevage et à la sélection du zébu Maure.							
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i> <sup>5</sup>	Progrès année mai-juin 2011	Progrès Août 2012 <sup>6</sup>	Cible année 2012	Cible finale <sup>7</sup>	Commentaires
IOV	Eléments de calcul						
Le nombre de ménages bénéficiaires prenant au moins 2 repas / j durant la soudure* est augmenté de 10 %	Taux de ménages ayant au moins 2 repas/jour	46%	46%	56%	47%	<b>50,06%</b>	L'enquête initialement prévue pour mai-juin s'est finalement déroulée au mois d'août à cause des événements sociopolitiques survenus dans le pays au mois de mars 2012. Elle a coïncidé avec le mois du Ramadan où les populations s'efforcent à trouver de la nourriture. Aussi, le mois d'août est propice à la diversification alimentaire grâce à la disponibilité des produits de cueillette et du maraichage ainsi que des produits laitiers
La qualité (diversification) des repas est améliorée de 25%	SDAM (score de diversité alimentaire)	2,4	2,4	3,5	2,5	<b>3,0</b>	
Le taux d'enfants ayant accès aux soins de santé appropriés est augmenté de X%	Taux d'enfants avec soins de santé appropriés	70%	70%	56%	72%	<b>80%</b>	L'enquête s'est déroulée pendant l'hivernage où les cas de maladies sont fréquents alors que l'accessibilité des centres de santé est difficile (impraticabilité des voies d'accès et occupations champêtres). Les populations font recours aux soins traditionnels et l'automédication.

<sup>5</sup> La valeur de l'indicateur au temps 0. Se réfère à la valeur des indicateurs au début de l'intervention.

<sup>6</sup> La valeur de l'indicateur à la fin de l'année N. Si la valeur n'a pas changé depuis la *Baseline* ou depuis l'année précédente, il y a lieu de répéter cette valeur.

<sup>7</sup> La valeur cible à la fin de l'intervention.



La production laitière du Z. Maure est augmentée	(a) Nombre de litre de lait / période de lactation	640,0	640,0	-	690	<b>800,0</b>	Les enquêtes zootechniques n'ont pas pu se dérouler à cause de la suspension des activités du projet.
	(b) Degré de satisfaction des besoins en lait du ménage en saison chaude	15%	15%	16%	17%	<b>30%</b>	Le faible degré de satisfaction de besoins des ménages en lait en saison sèche chaude est lié à la production de lait qui, cette année a été insuffisante à cause du manque de pâturages et d'eau en 2011 (faible pluviométrie enregistrée en 2011)
La productivité numérique / an / FAR* est augmentée d'au moins 14%	Nombre de veau d'un an/FAR/an	0,4	0,4	-	0,4	<b>0,5</b>	L'enquête Zootechnique n'a pu se tenir.
Dans les élevages sélectionneurs, la productivité pondérale est accrue d'au moins 50%	Poids de veau d'un an /FAR/vache/an	40,0	40,0	-	43	<b>60,0</b>	
Les capacités productives et défensives des ménages bénéficiaires sont renforcées	Taux de ménage ayant une épargne monétaire	17%	17%	18%	18%	<b>25%</b>	L'épargne monétaire demeure faible malgré une petite évolution car les populations capitalisent toujours sous forme d'investissement physique (animaux, charrettes etc.).

<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome :</b> Analyser la dynamique entre la réalisation des outputs et l'atteinte probable de l'outcome (voir Guide de rapport des résultats) :	
<i>Lien entre les outputs et l'outcome : (Comment) les outputs contribuent-ils (toujours) à l'atteinte de l'outcome ?</i>	<p>L'atteinte de l'objectif spécifique suppose une amélioration sensible et simultanée de l'alimentation (fourrage et abreuvement du bétail), de la santé animale (soins préventifs et curatifs), de la conduite des troupeaux (lutte contre la consanguinité) et de la sélection d'animaux plus performants.</p> <p>Dès lors il est aisé de comprendre que l'atteinte de l'objectif spécifique demandera encore quelques années de mise en œuvre de la prestation. En somme, les activités déjà réalisées n'ont pas encore permis la pleine réalisation des résultats escomptés mais s'y acheminent. Vu le cadre logique de l'intervention, les indicateurs de l'objectif spécifique sont des effets qui seront acquis à moyen terme.</p> <p>Les campagnes de sensibilisation sur la préservation des parcours naturels et la lutte contre les feux de brousse ont produits des effets significatifs en ce sens que les espaces brûlés sont passés de 180.000 ha en 2010 à 5000 ha seulement en 2012.</p> <p>La mise en route des processus d'installation d'un réseau de santé animale de proximité et de banques d'aliment bétail auxquels les collectivités et les populations ont marqué leur adhésion augurent d'une augmentation de la couverture sanitaire et d'une amélioration de la complémentation animale surtout en saison sèche.</p> <p>Les appuis au CLOCSAD et aux CCOCSAD dont le matériel informatique permet une sensible amélioration de leur fonctionnement notamment la prise en compte des activités liées à l'élevage.</p> <p>L'adhésion des éleveurs à la stratégie opérationnelle de sélection en milieu ouvert marque des perspectives d'une appropriation de la sélection d'animaux performants au sein des élevages par des éleveurs sélectionneurs ; condition sine qua non de la réussite d'un programme de sélection animale durable.</p>
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>Le contexte sécuritaire de la zone sahéenne et de Nara en particulier, n'a pas permis la réalisation des enquêtes de suivi &amp; évaluation au deuxième trimestre 2012. Au moment où ces enquêtes ont été réalisées (août 2012), il n'a pas été possible de réaliser les enquêtes zootechniques.</p> <p>L'ensemble des indicateurs de l'objectif sont des effets à moyen terme et ne</p>

	<p>seraient marqué des progrès aussi sensibles dans un délai d'une année c.à.d. entre 2011 et 2012. Dès lors, les progrès positifs observés en août 2012 au niveau des indicateurs « (i) le taux de ménages ayant au moins deux repas par jour, (ii) le SDAM et (iii) le degré de satisfaction des besoins en lait » sont plus liés aux effets conjoncturels favorables du RAMADAN, de la période de pleine saison des pluies (abondance relative du lait, baisse des prix des céréales, la vente d'animaux pour acheter des denrées alimentaires). Ces effets biaisent fortement la comparaison entre 2011 et 2012.</p> <p>Par contre, l'indicateur « taux d'enfants bénéficiant de soins de santé appropriés » connaît une baisse notable car en période de pluies, les voies d'accès aux centres de santé communautaires deviennent impraticables. Aussi, les parents fortement occupés par les travaux champêtres fréquentent moins les centres de santé et recourent souvent, à la tradi-thérapie et l'automédication.</p>								
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<p>Facteur positif : La pluviométrie de l'année 2012 était favorable aux bonnes conditions d'élevage et d'agriculture. N'éprouvant pas des difficultés d'alimentation du bétail, les éleveurs ont moins tendance à vendre les animaux sur le marché à telle enseigne que les prix des animaux sont à la hausse.</p> <p>Facteur négatif : L'arrêt temporaire de la Coopération a induit un ralentissement des activités sur le terrain et par conséquent, a freiné l'atteinte des résultats.</p>								
<p><i>Résultats inattendus :</i></p>	<p>Le taux de ménages ayant réalisé une épargne monétaire a atteint la prévision nonobstant la non mise en œuvre du programme de micro finances.</p> <p>Les campagnes de sensibilisation sur la préservation des parcours et la lutte contre les feux de brousse ont connu le réveil des brigades anti feux par les collectivités et une véritable contribution des populations à la lutte contre les feux. D'après les rapports officiels des services des Eaux et Forêts de Nara, les superficies brûlées ont très sensiblement diminuées passant de 180.000 ha en 2010 à 5000 ha en 2012.</p> <div data-bbox="651 1131 1412 1462" data-label="Figure"> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Année</th> <th>Nombre de ha (en milliers) brûlés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2010</td> <td>180</td> </tr> <tr> <td>2011</td> <td>40</td> </tr> <tr> <td>2012</td> <td>5</td> </tr> </tbody> </table> </div> <p>Figure : Nombre de ha (en milliers) de parcours naturels brûlés par an dans le Cercle de Nara entre 2010 et 2012.</p> <p>Entre les mois de septembre et décembre 2012, un seul feu de brousse a été observé dans la zone du Gringalet ; les populations se sont spontanément levées pour l'éteindre.</p>	Année	Nombre de ha (en milliers) brûlés	2010	180	2011	40	2012	5
Année	Nombre de ha (en milliers) brûlés								
2010	180								
2011	40								
2012	5								

## 2.2.2 Gestion des risques

Indiquer l'évolution des risques<sup>8</sup> et la façon dont ils ont été gérés. Les risques identifiés comprennent les risques émanant du DTF et/ou de l'étude Baseline ainsi que les risques significatifs identifiés durant la mise en œuvre de l'intervention. Certains risques peuvent aussi être identifiés lors du suivi des résultats. Ce sont ces risques expliqués dans l'introduction qu'ils faut décrire +ou sont les risques identifiés lors de la mission de backstopping de Lawrence ? Ils doivent être repris ci-dessous

- Décrire le risque.
- Noter la probabilité que le risque survienne : Élevée, Moyenne, Faible
- Noter l'impact du risque s'il devait survenir : Élevé, Moyen, Faible

Si une note C ou D est attribuée à un risque, détailler les mesures qui ont été/seront prises et indiquer la personne/l'acteur responsable. Pour plus de détails sur la notation : voir le Guide

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
Risque de sécurité des personnes et des biens, de manque de suivi rapproché sur le terrain.	Depuis 2010 et risque exacerbé dès le 19 janvier 2012 avec les attaques rebelles	Risque de développement	Forte	Moyen	C	Délocalisation du personnel en régie à Bamako Missions ponctuelles sur Nara	UAC	-	Suivi permanent de l'évolution de la situation sur le terrain	
						Limitation des déplacements sur le terrain	UAC	-	Déplacements après concertation avec les autorités administratives et de sécurité de Nara	
						Gardiennage du siège du projet à Nara et du logement de l'ATI par des éléments de la Garde Nationale.	UAC	-	Sécurisation du siège assurée par la Garde Nationale (jour et nuit)	
						Positionnement des véhicules à Bamako	UAC	-	Les véhicules effectuent les missions au besoin sur Nara à partir de Bamako.	
						Achat du matériel de communication (téléphones satellitaires)	UAC	-	Processus en cours	
						Contractualisation d'un bureau local de contrôle/surveillance pour les travaux d'aménagements	UAC	-	CSC à élaborer	

<sup>8</sup> Se limiter aux risques de développement et aux risques liés à la réputation

Déficit pluviométrique prononcé (manque de pâturages, assèchement précoce des mares et des points d'eau)	En début de saison des pluies	Risque de développement	Moyenne	Fort	C	Construction de banques d'aliment bétail	R2	Q2 2013	La construction de 11 banques d'aliment bétail dans les communes est en cours.
						Réhabilitation de périmètres pastoraux (points d'eau)	R1	Q2 2013	La réhabilitation de périmètres pastoraux est en cours
						Sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse	R1	continue	Activité permanente
						Suivi des informations du Système d'Alerte Précoce (SAP) du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)	UAC	Début et pendant la saison des pluies	Permanent
						Mise en place du Réseau de santé animal de proximité car les animaux bien nourris et bien soignés résistent mieux à la disette.	UAC	Q4 2013	La mise en place du RSAP est en cours
Invasion acridienne (manque de pâturages, faibles récoltes agricoles)	Début de l'hivernage et de période de récoltes	Risque de développement	Faible	Faible	A	Suivi des informations du système d'alerte de l'Office de Protection des Végétaux (OPV).	UAC	Continue	Permanent
						Suivi des informations du Système d'Alerte Précoce (SAP) du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA)	UAC	Continue	Permanent
						Observations des populations et des migrations des criquets sur terrain par d'autres services techniques	UAC	Continue	Permanent

### 2.2.3 Impact potentiel

L'impact potentiel du projet est traduit à travers son objectif global libellé comme suit : « la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara ».

Les indicateurs et la situation de référence de cet objectif global sont :

La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara				
Indicateurs	Libellé	Eléments de calcul	Base line	Fin projet
Indicateur 1	Taux de malnutrition aigüe des enfants	Le taux de malnutrition aigüe de 6 - 59 mois a baissé de 10%	4,5%	4,05%
Indicateur 2	Taux de ménages ayant un effectif de 0,2UBT*/personne	Taux de ménages ayant un effectif supérieur à 0,2 UBT / personne a augmenté de 10 %	70%	77%

\*UBT : Unité Bétail Tropical correspondant à un animal bovin adulte de 250 kg de poids vif.

Le premier indicateur sera atteint via une augmentation des productions animales (lait et viande) qui, par l'autoconsommation et la vente, amélioreront la situation nutritionnelle des ménages et des enfants en bas âge en particulier. En effet, l'augmentation de la production laitière ira de pair avec la quantité de lait disponible pour la consommation au sein du ménage, les dons hors ménages et la vente hors du ménage. L'accroissement de la productivité numérique du bétail augmentera les possibilités de vente d'animaux et par conséquent, les ménages d'éleveurs disposeront de moyens financiers pour l'achat des céréales et autres intrants alimentaires. Pour l'année 2012, les enquêtes révèlent que seulement un ménage sur deux peut s'offrir deux repas par jour. Ce qui signifie que la sécurité alimentaire est encore loin d'être atteinte.

Selon les résultats de l'Enquête démographique et de santé (2006), la région de Koulikoro comme celles de Mopti, Kayes, Gao et Kidal détiennent les taux les plus élevés de malnutrition (20 et 30%) chez les enfants de moins de cinq ans (Commissariat à la Sécurité Alimentaire, 2009).

Le taux de malnutrition aigüe est de 4,5% en 2011 dans le cercle de Nara. (Les données de 2012 ne sont pas encore disponibles).

Quant au deuxième indicateur, il traduit la contribution du projet à la réduction de la vulnérabilité des ménages. L'action phare prévue à cet effet est la dotation de noyaux de petits ruminants aux ménages les plus vulnérables. De par les autres actions d'amélioration de la santé animale, de l'hygiène et de l'alimentation, une incidence positive se ressentira sur la productivité des noyaux de petits ruminants. Ainsi, mis ensemble, le programme de sélection du zébu Maure et les actions sur les ménages vulnérables, contribueront de manière substantielle à augmenter le nombre d'UBT disponibles par personne au sein des ménages du cercle. Sa prochaine évaluation se fera en 2013.

Pour l'année 2012, le projet a initié les appuis aux ménages les plus vulnérables et en a identifiés 200 dans 6 communes. Le processus d'identification et d'appuis se poursuivra en 2013.

### 2.2.4 Critères de qualité

*Pour chacun des critères (Efficience, Efficacité, Durabilité et Pertinence), plusieurs sous-critères ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention, vous pouvez calculer la note totale applicable à ces critères spécifiques (voir infra pour les instructions de calcul).*

**1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

**1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?**

<input checked="" type="checkbox"/>	<b>A</b>	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.

**1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?**

<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.

**2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)**

*Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D*

**2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?**

<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

**2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?**

<input type="checkbox"/>	<b>A</b>	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b>	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

<b>3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N</b>	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
<b>3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?</b>	
<input type="checkbox"/>	<b>A</b> La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b> L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b> Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
<b>3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?</b>	
<input type="checkbox"/>	<b>A</b> Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b> Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b> Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.
<b>4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).</b>	
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère Q : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>	
<b>4.1 Durabilité financière/économique ?</b>	
<input type="checkbox"/>	<b>A</b> La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b> Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b> La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
<b>4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?</b>	
<input type="checkbox"/>	<b>A</b> La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>B</b> La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b> Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b> Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
<b>4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?</b>	

<input checked="" type="checkbox"/>	<b>A</b>	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra. Cependant, la politique du sous secteur élevage n'est pas encore consolidée.
<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
<b>4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>A</b>	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite). Le gel des appuis institutionnels ont diminué les relations du projet avec la Direction Régionale des Productions et des Industries Animales (DRPIA).
<input type="checkbox"/>	<b>B</b>	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	<b>C</b>	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	<b>D</b>	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

*Attribuer une note finale à chaque critère. Si une note C ou D a été attribuée à un critère de monitoring, des mesures doivent être proposées dans le Plan d'action (4.1).*

<b>Critères</b>	<b>Note</b>
<b>Pertinence</b>	A
<b>Efficacité</b>	B
<b>Durabilité</b>	B
<b>Efficiences</b>	B



## 2.3 Résultat 1<sup>9</sup>

### 2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Output 1 : L'accès aux ressources pastorales est amélioré dans le cercle de Nara							
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
IOV	Éléments de calculs						
Nombre des périmètres réhabilités et sécurisés	(a) Nombre de périmètres réhabilités et sécurisés	0,0	0,0	0	5	6	La SMCL du 27/02/2012 a recommandé au projet de réhabiliter les périmètres et de laisser la sécurisation des périmètres au PADESO qui les a mis en place.
	(b) Efficience de la gestion (multicritères cotés)	20%	20%	38%	30%	80%	Les sessions de formations organisées par le PADESO ont contribué à une amélioration du fonctionnement des sociétés coopératives.
Le temps d'utilisation des périmètres pastoraux en saison sèche est augmenté de x%	Nombre de jours d'utilisation des parcours en saison sèche	90,0	90,0	120	120	180,0	L'état vétuste des infrastructures hydrauliques des périmètres ne permet pas une augmentation du temps de leur exploitation.
Le nombre de conflits sur l'utilisation des périmètres est diminué de 50%	Nombre de conflits	26,0	26,0	20	21	13,0	L'encadrement du PADESO et la réalisation des formations du PRODEZEM sur la prévention et la gestion des conflits ont permis une réduction sensible du nombre de conflits gérés par les sociétés coopératives. Cette évaluation se fait au travers des plates formes de résolution des conflits.
6 nouveaux périmètres pastoraux sont sécurisés et équipés	Nombre de périmètres équipés et sécurisés	0,0	0,0	0	3	5,0	Le processus pour la création des périmètres est enclenché L'arrêt momentané des activités du projet n'a pas permis la réalisation des forages en 2012.
1 000 ha de parcours dégradés sont récupérés et correctement gérés par les acteurs locaux	(a) Nombre d'ha récupérés	0,0	0,0	0,0	0	1000,0	Le processus de récupération des sols dégradés est encore au niveau de partage des TdR avec l'ICRAF.
	(b) Nombre d'ha correctement gérés	0,0	0,0	0,0	0	1000,0	
Le taux de couverture arbustive atteint 25% sur les parcours récupérés	Taux de couverture arbustif	0,25%	0,25%	-	-	25%	
Réduction du nombre de feux de brousse	Nombre d'ha brûlés /an (ensemble de 11 communes)	180 000	180 000	5 000	15 000	5 000	Une réduction spectaculaire des superficies annuellement brûlées n'était pas attendue au stade actuel (5000 ha brûlés sur la campagne 2011- 2012). Les populations montrent une réelle appropriation des campagnes de sensibilisations réalisées en partenariat avec les services des Eaux et Forêts et les Collectivités.

<sup>9</sup> Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres désuets)

État d'avancement des <u>principales</u> activités <sup>10</sup>	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Réhabiliter et sécuriser les 5 périmètres pastoraux existants			C		<p>Les études de faisabilité sur la réhabilitation d'anciens périmètres ont été approuvées par les acteurs de terrain en début d'année 2012.</p> <p>Les procédures d'attribution des marchés publics de réhabilitation de trois périmètres pastoraux retenus sont au stade de signature de contrats.</p> <p>Les travaux devraient commencer dès le mois de janvier 2013.</p> <p>Dans un élan de renforcement de l'appropriation et de la bonne gestion, les sociétés coopératives qui exploitent ces périmètres ont reçu, en décembre 2012, une formation sur la prévention des conflits.</p> <p>Conformément à la SMCL du 27 février 2012, la sécurisation des anciens périmètres sera assurée par le PADESO qui les a mis en place.</p>
2 Mettre en place un nouveau périmètre pastoral			C		<p>Les études de faisabilité sur la création de nouveaux périmètres ont été approuvées par les acteurs de terrain en début d'année 2012.</p> <p>Pour l'année 2012, il était prévu la réalisation des forages en prélude à l'ouverture de trois nouveaux périmètres. L'arrêt momentané des activités a fait que les DAO sont au niveau de l'acquisition de l'ANO de la DGMP. Leur réalisation devrait intervenir impérativement avant le début de la saison des pluies 2013.</p>
3 Récupérer durablement 1000 ha de sols dégradés			C		<p>La récupération des sols étant un processus qui s'étale sur plusieurs années, la réalisation des études de faisabilité y relative sera confiée à l'ICRAF. De même l'ouverture d'une aire pastorale à Koronga sera confiée à l'ICRAF car elle exige l'observation du comportement de l'eau de surface et de l'évolution du cortège floristique sur quelques années.</p> <p>Les deux processus sont au stade de partage des termes de référence avec l'ICRAF.</p>
4 Mettre en place un mécanisme de réalisation des travaux à travers les communes			C		<p>Le degré d'implication des communes comme maître d'ouvrage pose problème à deux niveaux :</p>

<sup>10</sup> A : Les activités sont en avance  
B : Les activités sont dans les délais  
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.  
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

					<p>(i) le Ministère de l'Elevage et de la pêche n'a pas encore transféré les aménagements pastoraux aux Collectivités</p> <p>(ii) selon la loi de la décentralisation, les communes ne peuvent pas prendre des engagements de marchés publics de plus de 50 millions de francs CFA.</p>
<p><b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :</b> Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</p>					
<p>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</p>		<p>La réhabilitation des périmètres dont les contrats d'exécution sont en cours de signature et les résultats acquis par les campagnes de sensibilisation sur la préservation des écosystèmes pâturés contribueront à la sécurisation de l'alimentation du bétail.</p> <p>La mise en œuvre du partenariat avec l'ICRAF pour la récupération des sols dégradés et l'ouverture d'une aire pastorale dans la commune de Koronga augmentera les capacités de pâture dans le cercle et par conséquent, contribueront à la limitation des déplacements du bétail et des pertes d'animaux par fatigue.</p>			
<p>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</p>		<p>Le processus devant aboutir à la réhabilitation des trois (3) périmètres pastoraux est au stade d'attribution des marchés.</p> <p>Les DAO pour les nouvelles créations sont au stade des ANO au niveau des structures habilités.</p> <p>Les TdR pour la récupération des sols dégradés et l'ouverture d'une aire pastorale sont au stade de partage avec l'ICRAF.</p> <p>Les campagnes de sensibilisation à la lutte contre les feux de brousse ont produit une réduction très considérable des parcours naturels annuellement brûlés, passant de 180.000 ha en 2010 à 5.000 ha en 2012.</p>			
<p>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</p>		<p>Facteur positif :</p> <p>L'implication active du Cabinet ministériel en charge de l'élevage a permis une accélération sensible des procédures des marchés de réhabilitation des périmètres.</p> <p>Facteur négatif :</p> <p>La suspension momentanée de la coopération a induit un arrêt temporaire des activités sur terrain et des procédures des marchés publics pour la réhabilitation d'anciens périmètres et la création de nouveaux périmètres pastoraux. Le retard accusé à l'heure actuelle dans la mise en œuvre de ces travaux est imputable à ce contexte.</p>			
<p>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</p>		<p>Une réduction spectaculaire des superficies annuellement brûlées n'était pas attendue au stade actuel (5000 ha brûlés sur la campagne 2011- 2012). Aussi, les populations montrent une réelle appropriation des campagnes de sensibilisations réalisées en partenariat avec les services des Eaux et Forêts et les Collectivités. Entre septembre et décembre 2012 un seul feu a été observé et spontanément éteint par les populations. Si cette dynamique se poursuit, la campagne 2012-2013 pourrait enregistrer moins de 1000 ha de parcours brûlés.</p>			

### 2.3.2 Exécution budgétaire

Joindre, en annexe, le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » contenant les données jusqu'au 31/12/2012 inclus et référer ici à l'annexe. Commenter succinctement ce rapport financier.

Budget total R1	Programmé en Q1- 2012	Dépenses 2012	Dépenses totales jusqu'au 31/12/2012	Solde	Taux de décaissement total
2 239 588€	647 910€	22 390€	41 249,52€	2 198 338,4€	2%

Les dépenses totales concernent essentiellement les frais des études sur la réhabilitation et la création de périmètres pastoraux réalisées en 2011 et les missions de sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse et la redynamisation des brigades anti feux (réalisées en 2011 et 2012).

Les dépenses de l'année 2012 s'élèvent à 22 390€ et représentent que 3% de la prévision initiale Q1-2012.

### 2.3.3 Critères de qualité

Attribuer, sur la base des éléments susmentionnés, une note A, B, C ou D <sup>11</sup> aux critères suivants :

- **Efficiences** : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en outputs de façon économe.
- **Efficacité** : le degré dans lequel l'output a été réalisé, tel que prévu à la fin de l'année N.
- **Durabilité** : le degré de probabilité de préserver et/ou de reproduire les outputs de l'intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Critères	Note
<b>Efficiences</b>	B
<b>Efficacité</b>	B
<b>Durabilité</b>	B

<sup>11</sup>

A : Très bonne performance  
 B : Bonne performance  
 C : Performance assortie de problèmes ; des mesures doivent être prises  
 D : Manque de performance / difficultés majeures : des mesures doivent être prises

Si un critère ne peut pas être évalué (parce que le projet vient tout juste de démarrer, par ex.), attribuer la note X au critère. Expliquer pour quelle raison le critère n'a pas été évalué.

## 2.4 Résultat 2

### 2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Output 2 :							
Indicateurs		Valeur de la Baseline	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
IOV	Eléments de calculs						
Le taux de mortalité des animaux des éleveurs bénéficiaires est diminué de 25 %	Taux de mortalité de bovins	5%	5%	-	4,8%	3,75%	Les enquêtes zootechniques n'ont pas eu lieu à cause de la suspension temporaire des activités du projet.
A partir de l'année 2, le nombre total de vaccinations chez les ruminants augmente de 10%/an et le nombre de vaccinations sur les volailles atteindra 30 000	(a) Taux de couverture contre PPCB	65%	65%	69,19%	71,23%	85%	Le taux de 71,23% n'a pas pu être atteint à cause du spectre de l'insécurité qui plane sur la zone et qui limite les activités des agents sur le terrain. Les CVR ne sont pas opérationnels.
	(b) Nombre de volaille vaccinée contre PPA	3.927	3.927	2500	7500	30.000	Les agents ont connu des contraintes de déplacement sur le terrain. Les CVR et les ER ne sont pas opérationnels.
Le RSAP est fonctionnel (respect du protocole, concertation trimestrielle et synergie des interventions)	Taux de fonctionnalité (plusieurs critères sont cotés)	0%	0%	-	20%	60%	Le RSAP n'a pas pu être complètement mis en place à cause des retards dus à l'arrêt momentané des activités du projet et des contraintes d'opérationnalisation des CVR
Le cheptel familial est mieux exploité (accroissement du taux d'exploitation de 20 %) et mieux valorisé grâce à une gestion plus dynamique du troupeau.	(a) Taux d'exploitation du cheptel bovin	12%	12%	-	12,5%	14,40%	Les enquêtes zootechniques n'ont pas eu lieu à cause de la suspension temporaire des activités du projet.
	(b) Différence de prix entre animaux tout venant et animaux des bénéficiaires	0,0	0,0	-	20 000	50 000	Les éleveurs encadrés n'ont pas encore produit d'animaux pour la vente
Au moins deux cent ménages très vulnérables ont émergé de leur situation d'extrême pauvreté	Nombre de ménages ayant amélioré leur capacité alimentaire, sanitaire et productive	0	0	-	50	200	Les appuis aux ménages vulnérables sont en cours de réalisation
Les femmes rurales bénéficient d'une amélioration durable de leur condition de vie	(a) Degré d'appréciation de la charge du travail	64%	64%	68%	63%	60%	L'enquête s'est déroulée pendant la période des travaux champêtres où les femmes sont fortement sollicitées.
	(b) Augmentation du nombre d'AGR / femmes	2,5	2,5	2,8	2,5	3,0	Les enquêtes se sont déroulées à une période où il y a beaucoup de possibilités d'AGR. (maraichage, cueillette, artisanat etc..).
	(c) amélioration de l'indice de	29%	29%	34%	30%	40%	La conscientisation sur

	participation des femmes à la vie communautaire						l'importance de la femme dans le développement économique et social produit progressivement des effets.
L'accès au crédit pour les éleveurs est facilité	(a) Nombre de dossiers financés	0,0	0,0	-	20	<b>50,0</b>	L'activité est mise en veilleuse compte tenu du contexte sociopolitique.
	(b) Volume annuel du crédit octroyé /commune	0,0	0,0	-	11 000 000	<b>11.000.000</b>	
40 ER assurent la vulgarisation auprès de 1500 éleveurs bénéficiaires (dont 500 avec un encadrement rapproché)	(a) Nombre d'éleveurs relais (ER) opérationnels	0,0	0,0	0	40	<b>40,0</b>	Les Eleveurs Relais ne sont pas choisis car les Cabinets vétérinaires ruraux (CVR) auxquels ils sont affiliés ne sont pas encore opérationnels.
	(b) Nombre d'éleveurs bénéficiaires	0	0	0	300	<b>1.500</b>	L'encadrement des éleveurs bénéficiaires par les ER n'a pas encore démarré.
Les 3 CVR sont opérationnels	(a) Taux de rentabilité	0%	0%	0%	20%	<b>60%</b>	5 CVR recrutés ne sont pas encore opérationnels
	(b) Taux de satisfaction des éleveurs	0%	0%	0%	20%	<b>50%</b>	
	(c) Accroissement annuel du nombre de soins curatifs prodigués						Les valeurs relatives au nombre de soins curatifs seront établies en partenariat avec les CVR.
12 BAB sont opérationnelles dans le cercle	(a) Nombre de BAB construites, équipées et approvisionnées	0,0	0,0	0	11	<b>12,0</b>	Les procédures de passation des marchés ont pris du retard lié aux événements sociopolitiques de 2012. .
	(b) Efficience de la gestion (plusieurs critères sont cotés)	0%	0%	0%	30%	<b>70%</b>	La construction et l'approvisionnement des BAB ne sont pas encore effectifs.
	(c) Taux de renouvellement annuel du stock	0%	0%	0%	100%	<b>150%</b>	

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Consolider le dispositif de terrain pour un appui-conseil efficace aux éleveurs			C		Les Cabinets vétérinaires ruraux (CVR) n'étant pas encore opérationnels, il n'était pas opportun de choisir des Eleveurs relais (ER) partenaires. Ce choix se fera en 2013 avec les CVR.
2 Améliorer la gestion des troupeaux			C		Le retard dans le choix des ER s'est répercuté également sur cette activité.
3 Améliorer la santé animale à travers l'appui à l'installation de 3CVR et du RSAP		B			
4 Améliorer l'alimentation du bétail à travers la mise en place de 12 BAB		B			
5 Améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables à travers le renforcement des activités d'élevage			C		Pour une harmonisation des méthodes d'approche, le projet avait attendu la mise en œuvre à Nara du nouveau Projet de sécurité alimentaire du Fonds belge. Pour éviter un important retard, le projet a défini sa stratégie d'intervention.  Pour 2012, 200 ménages vulnérables ont été identifiés dans 5 communes et l'activité est au stade de recherche de noyaux d'animaux.
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	<p>Dans l'ensemble, les activités mises en œuvre sont au stade embryonnaire mais ont des liens et s'inscrivent pleinement dans le sens du résultat escompté : pendant que les CVR contribueront à l'amélioration de la couverture sanitaire, les banques d'aliment bétail pourvoiront à l'amélioration de l'alimentation.</p> <p>Le retard dans le recrutement des éleveurs relais trouve son explication dans la non opérationnalité des CVR et constitue une entrave à la vulgarisation des thèmes d'élevages.</p> <p>L'appui aux ménages vulnérables qui, au prime abord, semble ne pas être en lien avec le résultat, est une porte d'entrée vers l'atteinte de l'un des indicateurs de l'objectif global : « <i>taux de ménages ayant un effectif de 0,2 UBT/personne a augmenté de 10%</i> ».</p>				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>Afin de réussir au moins 3 CVR pleinement opérationnels au terme du projet, le processus d'installation du Réseau de santé animale de proximité a permis de recruter 5 CVR. Les équipements et les moyens de fonctionnement sont entrain progressivement d'être mis en place.</p> <p>La construction des 11 banques d'aliment bétail est au stade de signature des contrats d'exécution.</p> <p>200 ménages vulnérables ont été identifiés et sont mis à contribution pour trouver les noyaux d'animaux et les ânes.</p> <p>Le marché de fournitures de charrettes est en cours d'initiation.</p>				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>L'arrêt temporaire de la coopération entre les mois de mars et de juin a ralenti les activités sur terrain.</p> <p>Après la reprise des activités de terrain en juin, les missions de choix des ménages vulnérables ont connu du retard par manque de fonds.</p>				

<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	<p>Dans un contexte de pauvreté presque généralisée, le choix des ménages les plus vulnérables s'est effectué avec beaucoup de facilités que prévu.</p> <p>Aussi, faut-il le souligner positivement, les collectivités et les chefs traditionnels ont privilégié l'objectivité et non les intérêts politiques ou ceux liés à la famille.</p>
--	--

### 2.4.2 Exécution budgétaire

Budget total R2	Programmé en Q1-2012	Dépenses 2012	Dépenses jusqu'au 31/12/2012	Solde	Taux de décaissement total
827 910€	452 560€	17 100€	35 353,38€	792 556,62€	4%

L'essentiel des dépenses concerne les paiements au consortium d'ONG VSF-B et ICD pour son accompagnement du processus de mise en place de cinq cabinets vétérinaires ruraux (CVR) qui constituent l'élément capital du futur réseau de santé animale de proximité.

Pour l'année 2012 uniquement, les dépenses s'élèvent à 17100€ et représentent seulement 4% de ce qui avait été programmé initialement en Q1-2012. Malgré ce faible taux de décaissement, d'importantes actions devant déboucher à de gros investissements en 2013 ont été réalisées : il s'agit notamment (i) de l'identification, de la réfection et de la contractualisation des locaux des cinq CVR ; (ii) de la mise route des procédures de marchés pour matériel et équipements des CVR ; (iii) de la signature des contrats pour la construction des onze banques d'aliment bétail dans les onze communes de Nara et (iv) de l'identification de 200 ménages les plus vulnérables.

### 2.4.3 Critères de qualité

Critères	Note
<b>Efficiences</b>	B
<b>Efficacité</b>	B
<b>Durabilité</b>	A



## 2.5 Résultat 3<sup>12</sup>

### 2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Output 3 :							
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
IOV	Eléments de calcul						
La valorisation du bétail est améliorée grâce à la mise en œuvre d'un système d'informations fiables sur la commercialisation accessible aux différents acteurs	(a) Degré de satisfaction des éleveurs / prix	88%	88%	-	89%	95%	Les enquêtes se sont déroulées en août 2012 où le prix de vente du bétail est très bas alors que les animaux sont en meilleure conformation par rapport au mois de mai-juin. Donc, la comparaison n'est pas opportune.
	(b) Efficacité du système d'information sur les prix	29%	29%	55%	32%	50%	La diffusion des informations relative à l'offre et à la demande des marchés sur les radios locales s'amplifie car de plus en plus des éleveurs possèdent des postes radios et s'intéressent au système d'information.
L'écoulement et la valorisation du lait cru en hivernage sont confortés.	(a) Nombre de mini-laiteries/centres de collecte	0,0	-	-	-	-	L'étude de la filière par l'IER est toujours en cours
	(b) Nombre de litres de lait collecté	0,0	-	-	-	-	
	(c) Degré de satisfaction des éleveurs vis-à-vis de l'écoulement de lait	25%	25%	18%	28%	50%	La faible pluviométrie 2011 a induit une faible production laitière en 2012.
Les onze communes ont construit/réhabilité des infrastructures de commercialisation/abattage adaptées et les gèrent de manière efficace et transparente	(a) Nombre d'infrastructures construites	0	-	-	-	-	L'étude de la filière par l'IER est toujours en cours
	(b) Nombre d'infrastructures réhabilitées	0	-	-	-	-	
	(c) Taux de fonctionnalité (plusieurs critères sont cotés)	0%	-	-	-	-	
L'accès au crédit pour les acteurs des filières d'élevage est facilité	(a) Nombre de dossiers financés	0	-	-	-	-	L'activité est mise en veilleuse compte tenu du contexte sociopolitique.
	(b) Volume annuel du crédit octroyé	0	-	-	-	-	

<sup>12</sup> Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Appui au développement de la filière lait		B			
2 Appui au développement de la filière bétail/viande		B			
3 Mise en place d'un fonds de crédit pour appuyer les opérateurs				D	L'activité est mise en veilleuse en attendant une amélioration du climat d'insécurité.
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	<p>Bien que les enquêtes de terrain soient déjà clôturées, il est encore attendu des propositions de stratégies de développement des filières lait et bétail/viande. Ces stratégies devront être portées par des acteurs organisés.</p> <p>Les activités sont liées mais ne permettent pas encore de manière substantielle à l'atteinte du résultat escompté parce qu'elles sont encore au stade de début de mise en œuvre.</p>				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>Depuis juillet 2011, il est mis en œuvre un partenariat avec l'IER pour mener des enquêtes de terrain pour une meilleure connaissance de la situation des filières animales (bétail-viande et lait surtout) dans le cercle de Nara et proposer des stratégies idoines afin que l'élevage à travers ses filières soit un véritable levier pour le développement du cercle.</p> <p>La première phase de l'étude filières a été bouclée et restituée le 15 août 2012</p> <p>La deuxième phase est en cours depuis septembre 2012.</p> <p>Le processus de renforcement des capacités des bouchers et des agents d'inspection de viande sur l'abattage et l'hygiène de la viande est en cours.</p>				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>Il a fallu un temps pour identifier l'IER comme partenaire idéal pour mener les études filières. Par la suite, l'élaboration de l'Accord d'exécution ainsi que tous les termes de référence ont pris du temps et les premières enquêtes n'ont été possibles qu'en fin d'hivernage 2011.</p> <p>Compte tenu des résultats obtenus, les secondes enquêtes ont été programmées en plein hivernage 2012. Ainsi, pour le respect des clauses contractuelles, la durée de l'Accord vient d'être prolongée au 30 juin 2013. C'est dire donc, que le projet aura les propositions de stratégies de développement des filières animales, trois ans après son démarrage (en 2013). Une autre étape sera leur validation par les acteurs de terrain et l'inscription des ouvrages retenus dans les PDSEC des communes avant les réalisations physiques.</p> <p>Les activités mises en œuvre n'ont pas encore permis la réalisation des indicateurs.</p>				
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	<p><u>Négatif :</u></p> <p>Alors qu'il était attendu que les enquêtes menées par l'IER en fin d'hivernage 2011 reflètent la situation des productions animales en période favorable, la faible pluviométrie enregistrée en 2011 a créé des conditions telles que les productions observées soient similaires à celles de la saison sèche (période défavorable aux productions animales). C'est pourquoi il a fallu répéter ces enquêtes en fin d'hivernage 2012.</p>				

## 2.5.2 Exécution budgétaire

Budget total R3	Programmé en Q1-2012	Dépenses 2012	Dépenses jusqu'au 31/12/2012	Solde	Taux de décaissement total
492 441€	134 770€	780€	41 032,26€	451 408,74€	8%

L'essentiel des dépenses concerne le paiement à l'IER des frais liés aux études sur les filières (lait et bétail/viande) dans le cercle de Nara. Ces études devraient déboucher sur des propositions de stratégies de développement de l'élevage dans le cercle afin que les deux filières animales jouent pleinement un rôle de levier économique.

Les dépenses de l'année 2012 s'élèvent à 780€, représentent 1% de la programmation Q1-2012 et porte essentiellement sur les frais de la première réunion de restitution du rapport provisoire de l'IER tenue le 15 août 2012.

## 2.5.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficiences	B
Efficacité	B
Durabilité	B

## 2.6 Résultat 4<sup>13</sup>

### 2.6.1 Analyse des progrès réalisés

Output 4 : Les capacités des acteurs institutionnels locaux à collaborer pour appuyer le développement de l'élevage sont améliorées							
Indicateurs		Valeur de la Baseline	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
IOV	Eléments de calcul						
Le protocole commun fixant les rôles respectifs des différents acteurs institutionnels dans le développement de l'élevage est fonctionnel	(a) Nombre de missions annuelles de suivi technique et de supervision de la DRPIA et de la DRSV	0,0	3,0	0	6	24	Toutes les activités du Résultat 4 sont en rapport direct avec l'appui institutionnel, qui a été suspendue depuis mars 2012.
	(b) Taux d'application des recommandations en élevage par les CLOCSAD et CCOCSAD	0%	0%	0%	15%	60%	Le CLOCSAD et 11 CCOCSAD ont été dotés en matériels et équipements informatiques pour la tenue des réunions mais aucune réunion n'a été tenue à cause du gel de l'appui institutionnel.
Le cadre de concertation sur l'élevage a permis de résoudre 75% des conflits et de mettre en œuvre un plan annuel réaliste de développement de l'élevage	(a) Taux de conflits résolus liés à l'élevage	0%	100%	-	12%	75%	Le cadre de concertation de la plate forme n'a pas tenue de réunion cette année pour évaluer le nombre de conflits gérés par manque de financement.
	(b) Taux de réalisation des actions d'élevage dans les PDESC des communes	18%	18%	-	25%	40%	L'arrêt momentané des activités n'a pas permis d'appuyer les communes à faire l'évaluation de leurs PDSEC.
Les coopératives assument leurs rôles de défense des intérêts des éleveurs et de promotion de projets porteurs (X projets pertinents et viables proposés dont 60% sont financés à travers les IMF)	(a) Taux de fonctionnalité des sociétés coopératives accompagnées par le Projet	40%	40%	43%	45%	60%	Près de la moitié des Sociétés Coopératives ont présenté un bilan 2011 et un plan d'action 2012 contrairement aux années précédentes. La DLCA a été dotée en moto YAMAHA DT 125 pour le suivi et l'encadrement des sociétés coopératives.
	(b) % de projets pertinents élaborés par les SC et financés par les IMF	0%	0%	0%	11%	60%	La convention de collaboration avec une IMF n'est pas encore approuvée.
	(c) % des femmes membres des sociétés coopératives couvertes par les IMF	5%	5%	0%	11%	25%	
La CRA/DLCA partenaires du projet assument leurs missions d'encadrement et de suivi	Nombre de missions annuelles de suivi	0	2	0	4	20	Le gel des appuis institutionnels n'a pas permis d'exécuter les missions

<sup>13</sup> Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Renforcement des acteurs institutionnels dans leurs capacités à se coordonner pour mettre en place des politiques locales de développement en élevage			C		Le CLOCSAD et les CCCOCSAD n'ont pas tenue de rencontre suite au gel des appuis institutionnels et par manque de financement
2 Appui à la DRPIA pour l'exercice de son mandat dans le cercle de Nara			C		Les conventions de collaboration avec la DRPIA et la DRSV ont été gelées depuis mars 2012 suite au contexte sociopolitique du Mali
3 Appui au SLPIA et aux UAPIA pour l'exercice de son mandat dans le cercle de Nara			C		
4 Appui aux services vétérinaires			C		
5 Appui aux communes			C		Le gel des appuis institutionnels n'a pas permis au projet d'accompagner les communes ; seuls les matériels acquis bien avant mars 2012 ont été livrés aux communes.
6 Appui à la Délégation Locale de la Chambre Agriculture			C		La convention de collaboration avec la CRA/DLCA a été gelée depuis mars 2012 suite au contexte sociopolitique du Mali
7 Appui à l'émergence et au renforcement des organisations des producteurs				D	L'activité est mise en veilleuse en attendant une amélioration du climat d'insécurité.
8 Appui au Développement de l'offre de produits financiers dans le cercle de Nara				D	
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	<p>Initiée en 2011, une convention de partenariat avec Kondo Jigima devait requérir la réalisation d'un diagnostic organisationnel de cette IMF. Le contexte sociopolitique qui a suivi n'a pas favorisé la réalisation de cet audit. Dès lors une récente mission de backstopping (octobre 2012) a proposé de surseoir à cette activité en attendant de meilleures propositions. Néanmoins, le projet a achevé le renforcement des partenaires (CRA/DLCA) en matériels et équipements nécessaires pour assurer leurs missions de suivi et de coordination des OP.</p> <p>La tenue des différentes réunions des cadres de concertation locales (CLOCSAD/CCOCSAD, CCEL des OP) permettrait aux acteurs locaux d'assurer le suivi, la coordination des missions dans le contexte de l'Élevage. Les appuis du PRODEZEM aux collectivités viennent en complément de ceux réalisés par le PADK et voudraient implémenter de manière spécifique une dynamique « élevage » dans les actions de développement socioéconomique.</p> <p>La prise en compte effective de la construction des sièges du projet (achevé), du SLPIA/UAPIA (en cours) constitue un appui énorme au fonctionnement des services déconcentrés du MEP à Nara.</p>				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le CLOCSAD et les CCOCSAD sont dotés en matériels et équipement informatique. La salle de conférence du cercle est équipée en tables et chaises de conférence + groupe électrogène + matériel de sonorisation,</li> <li>- La DRPIA a été dotée en véhicule, en équipement de bureau et en matériel informatique</li> <li>- Le SLPIA- UAPIA, le SV et chefs de postes SV, la DLCA de Nara sont dotés en motos et deux mois de primes payés. Le SLPIA, le SV, la DRSV, la DRPIA ont chacun fourni au moins 1 rapport de supervision. La DLCA a effectué deux missions de suivi des OP.</li> <li>- Le bureau du Cadre Local de Concertation et d'échanges des OP a été mis en</li> </ul>				

	<p>place en collaboration avec le PAPAM.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La construction du siège du PRODEZEM à Nara est achevée.</li> <li>- La construction du siège du SLPIA de Nara est en cours et le DAO pour la construction du siège de la DLCA est avancé</li> <li>- Les événements sociopolitiques qui ont conduit au gel des appuis institutionnels ont fait que les valeurs cibles des indicateurs 2012 n'ont pas été atteintes à hauteur de souhait.</li> </ul>
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>Toutes les activités du Résultat 4 sont en rapport avec l'appui institutionnel. Cet appui a été gelé depuis mars 2012 suite à la suspension de la coopération Mali-Belgique causée par les événements sociopolitiques du pays</p> <p>Les rencontres périodiques des cadres de concertation des acteurs du projet n'ont pu se tenir faute de moyens financiers suite au gel des appuis institutionnels. Il s'agit des CLOCSAD/CCOCSAD, le CECL des OP</p> <p>Les activités de micro-fiance sont encore suspendues en attendant une amélioration du climat d'insécurité.</p>
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	

### 2.6.2 Exécution budgétaire

Budget total R4	Programmé en Q1-2012	Dépenses 2012	Dépenses jusqu'au 31/12/ 2012	Solde	Taux de décaissement total
731 242€	201 440€	61 320€	259 394,45€	471 847,55€	5%

Les dépenses sont liées à la mise en œuvre des différents accords de partenariat avec les acteurs institutionnels locaux et aux appuis matériels accordés aux communes (dépenses réalisées avant mars 2012).

Pour l'année 2012, les dépenses s'élèvent à 61 320 Euros, représentent 30% de la programmation Q1-2012 et portent sur des engagements effectués avant le 22 mars 2012.

### 2.6.3 Critères de qualité

Critères	Note
<b>Efficience</b>	B
<b>Efficacité</b>	C
<b>Durabilité</b>	B

## 2.7 Résultat 5<sup>14</sup>

### 2.7.1 Analyse des progrès réalisés

Output 5 :Un programme de préservation et de sélection du zébu Maure est initié.							
Indicateurs		Valeur de la Baseline	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
IOV	Eléments de calcul						
Une cellule en matière d'amélioration génétique est opérationnelle au sein de la DNPIA	Taux de fonctionnalité de la cellule	0%	0%	-	25%	100%	Le gel des appuis institutionnels n'a pas permis la mise en œuvre des activités d'appui à la DNPIA en matière de stratégie nationale d'amélioration génétique.  Un seul texte existait déjà avant le projet, il s'agit de la loi d'orientation agricole.
Des dispositions légales en matière d'amélioration génétique sont élaborées et adoptées	Nombre de textes réglementaires adoptés	1	1	-	1	3	
48 éleveurs sélectionneurs (ES) participent activement au Programme de Sélection	(a) Nombre d'éleveurs sélectionneurs	0	52	52	50	50,0	La pertinence des objectifs du projet a fortement motivé les éleveurs à adhérer à son programme. Dès la première année, le nombre d'ES volontaires dépasse la valeur cible en fin de projet. L'arrêt momentané des activités n'a permis le choix de nouveaux éleveurs sélectionneurs.
	(b) Nombre de taureaux améliorateurs introduits	0,0	0	0	50	50,0	Une prime de 150.000 FCFA a été déjà approuvée par le Comité de sélection. Le processus d'introduction a été retardé par l'arrêt temporaire des activités sur terrain.
	(c) Nombre de vaches couvertes	0	1185	1185	1500	2598,0	Il s'agit encore des vaches appartenant aux éleveurs sélectionneurs.
Le nombre de vaches d'élite appartenant à des femmes représente au moins 30% des troupeaux. en sélection. En 2014, au moins 50 femmes sont touchées par le PAG et en tirent des bénéfices	(a) Nombre de femmes touchées par le programme d'amélioration génétique	0	1	1	5	50,0	Une femme figure parmi les premiers éleveurs sélectionneurs. Dans l'ensemble, bien que les animaux sont sensés appartenir à l'homme, une fraction non déclarée appartient à la femme et demeure difficile à appréhender en terme de nombre. La poursuite des activités de sélection permettra une bonne séparation des animaux appartenant aux femmes
	(b) Taux de vaches d'élite appartenant aux femmes	0%	2,81%	2,81%	10%	30%	

<sup>14</sup> Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

État d'avancement des <u>principales</u> activités	État d'avancement :				Commentaires (uniquement si C ou D comme valeur)
	A	B	C	D	
1 Appui à la DNPIA pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'amélioration génétique			C		Alors que l'ATI a pris fonction à la DNPIA en janvier 2012 ; dès avril 2012 les appuis institutionnels sont gelés.
2 Initier un programme participatif de sélection de Zébu Maure en milieu ouvert		B			
3 Mettre en œuvre le programme de sélection en milieu ouvert		B			
4 Mettre en place les unités de testage dans les sites retenus					La stratégie opérationnelle de sélection en milieu ouvert adoptée en atelier en juin 2011 a écarté l'érection d'unités de testage et a retenu l'option de réalisation de la sélection au sein des troupeaux des éleveurs sélectionneurs organisés et appuyés à cet effet. Les appuis ont été approuvés par le comité de sélection en sa séance de novembre 2011.
5 Mettre en place un programme de lutte contre la consanguinité		B			
6 Soutien à la coordination des acteurs et à la diffusion du zébu Maure			C		Les formations prévues pour les éleveurs sélectionneurs n'ont pas eu lieu suite à a conjugaison de plusieurs facteurs : l'insécurité, l'arrêt temporaire des activités sur terrain et le retard dans la réalisation des tests de dépistage des zoonoses.  Un contrat vient d'être signé avec le LCV pour diligenter les tests et toutes les autres actions suivront.
<b>Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output : Analyser la dynamique entre les activités et l'atteinte probable de l'output (voir Guide de rapport des résultats).</b>					
<i>Lien entre les activités et l'output. (Comment) les activités contribuent-elles (toujours) à l'atteinte de l'output (ne pas discuter des activités en tant que telles ?) :</i>	<p>Les missions exploratoires des filières animales constituent la base pour la conception d'une stratégie de préservation et de sélection animale.</p> <p>L'adoption d'une stratégie de sélection en milieu ouvert, la mise en route du processus de choix d'éleveurs sélectionneurs volontaires, motivés et adhérent à la stratégie, la mise en place d'un comité de sélection comprenant des représentants des éleveurs sélectionneurs, l'approbation des mesures d'accompagnement des éleveurs sélectionneurs, le recyclage des agents de terrain pour le suivi des troupeaux, la sensibilisation contre la consanguinité et la nouaison d'un partenariat avec le LCV pour mener des tests de dépistages des zoonoses (brucellose et tuberculose) sont des actions fortement liées et concourant à l'atteinte du résultat.</p> <p>Cependant, bien que très pertinentes vis-à-vis du résultat escompté, ces activités sont encore au stade embryonnaire.</p>				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output (sur la base d'indicateurs) :</i>	<p>La commission d'amélioration génétique est constituée et opérationnelle et a tenu sa première réunion en février 2012.</p> <p>La capitalisation des expériences en amélioration génétique au Mali, dans la sous région (Niger et Burkina), au Maroc et en France a été poursuivie dont les notes sont disponibles et sont en partage au sein de l'équipe du projet. Cette capitalisation s'est appuyée sur des analyses documentaires et sur des missions de terrain (projets au Mali et au Niger).</p>				



	<p>Un projet de loi relatif à l'organisation de centres d'insémination artificielle est disponible et en cours d'adoption.</p> <p>Une stratégie opérationnelle de sélection a été adoptée et un comité de sélection comprenant des représentants des éleveurs sélectionneurs mis en place.</p> <p>Le comité de sélection a approuvé des mesures d'accompagnement des éleveurs sélectionneurs,</p> <p>Les agents de terrain ont été recyclés en matière de suivi zootechnique des troupeaux.</p> <p>Des actions de sensibilisation contre la consanguinité ont été menées en direction des éleveurs sélectionneurs.</p> <p>Le nombre d'éleveurs sélectionneurs dépassent déjà quelque peu les prévisions. L'engouement que suscite le projet et la nécessité de sauvegarder le zébu maure dans le cercle de Nara ont été des sources de motivation pour l'adhésion de 52 éleveurs de zébus maures volontaires sur 48 prévus. A présent d'autres demandes d'adhésion au programme sont enregistrées au niveau des Unités d'Appui aux Productions et Industries Animales (UAPIA).</p> <p>Un partenariat a été noué avec le LCV pour mener des tests de dépistages des zoonoses (brucellose et tuberculose) sont des actions fortement liées et concourant à l'atteinte du résultat.</p>
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i>	<p>Le climat d'insécurité et l'arrêt temporaire de la coopération ont réduit les activités sur le terrain.</p> <p>Le retard dans la mise à disposition des fonds au Laboratoire Central Vétérinaire pour effectuer les tests de dépistage de la tuberculose et de la brucellose a aussi été une des difficultés dans la mise en œuvre effective de l'identification et de la codification des vaches laitières du programme de sélection.</p>
<i>Résultats inattendus (positifs ou négatifs) :</i>	<p><u>Positif</u> :</p> <p>L'adhésion des éleveurs au programme de sélection dépasse les prévisions.</p>

### 2.7.2 Exécution budgétaire

Budget total R5	Programmé Q1-2012	Dépenses 2012	Dépenses jusqu'au 31/12/2012	Solde	Taux de décaissement total
1 197 120€	371 440€	206 310€	220 077,12€	977 042,88€	18%

Les dépenses de l'année 2011 s'élevaient à 14.767,12€ et portaient sur l'atelier d'approbation de la stratégie opérationnelle de sélection du zébu Maure en milieu ouvert et la tenue de la première réunion du Comité de sélection. Malgré les faibles dépenses liées à ces deux actions, elles étaient d'une importance capitale en prélude à la mise en place d'un programme de sélection du zébu maure en partenariat avec des éleveurs volontaires.

Les dépenses 2012 portent essentiellement sur l'appui à la DNPIA et à l'acquisition du matériel zootechnique pour les éleveurs sélectionneurs. Ces dépenses s'élèvent à 206 310€ et représentent 56% de la programmation initiale Q1-2012.

### 2.7.3 Critères de qualité

Critères	Note
Efficienc	B
Efficacité	B
Durabilité	B

## 3 Thèmes transversaux

### 3.1 Genre

Bien que les troupeaux de bétail sont gérés par l'homme au sein du ménage, la réalité est que certains animaux appartiennent à la femme. Aussi, la traite et la gestion du lait reviennent généralement à la femme ; et en matière d'autoconsommation du lait au sein du ménage et surtout en période de disette, les enfants sont privilégiés. La vente du lait permet généralement à la femme d'avoir des revenus pour diversifier l'alimentation de la famille et pourvoir aux soins des enfants. C'est donc dire qu'au niveau de l'élevage en général, la femme et l'enfant sont pris en compte.

Dans la mise en œuvre des activités spécifiques à la sélection animale, une femme propriétaire de troupeau et sur l'appui de son mari figure parmi les éleveurs sélectionneurs.

Dans le choix des ménages les plus vulnérables, un accent particulier est mis sur les femmes seules et chefs de ménages.

L'étude diagnostic de base a prévu un indicateur pour appréhender l'amélioration des conditions de vie de la femme rurale (voir le tableau suivant).

Indicateurs		Valeur de la Baseline	Progrès année 2011	Progrès année 2012	Cible année 2012	Cible finale	Commentaires
IOV	Eléments de calcul						
Les femmes rurales bénéficient d'une amélioration durable de leurs conditions de vie	(a) Degré d'appréciation de la charge de travail :	64%	64%	68%	63%	60%	La charge de travail de la femme s'est accrue car les enquêtes se sont déroulées pendant les travaux champêtres
	(b) Augmentation du nombre moyen d'AGR / femme	2,5	2,5	2,8	2,5	3,0	Le nombre d'activités génératrices de revenus est augmenté à cause des possibilités de maraîchage et de cueillette de vertes pour la vente.
	(c) Amélioration de l'indice de participation des femmes à la vie communautaire	29%	29%	34%	30%	40%	L'augmentation d'activités génératrices de revenus contribue à l'émancipation de la femme et dès lors, contribue à l'amélioration de sa participation à la vie communautaire.

### 3.2 Environnement

La mise en œuvre du projet accorde une place privilégiée à la préservation et à l'amélioration des écosystèmes pâturés et s'inscrit dans la stratégie du Ministère de l'Elevage et de la Pêche en matière d'aménagements pastoraux. C'est à ce titre qu'il s'associe aux services des Eaux et forêts et les Collectivités pour mener auprès des populations des campagnes annuelles portant sur la formation environnementale et la lutte contre les feux de brousse. La lutte contre les feux de brousse participe à la mise en œuvre de la Charte pastorale.

Aussi, les actions initiées visant la récupération des sols amélioreront la couverture végétale (arbustive et herbacée) et donc, contribueront à l'enrichissement du cortège floristique naturel. Ce couvert végétal constituera un frein naturel à l'érosion hydrique et

améliorera l'infiltration des eaux de surface dans le sol pour alimenter les nappes phréatiques et aquifères.

Les actions de réhabilitation de périmètres pastoraux et de renforcement des capacités des sociétés coopératives bénéficiaires amélioreront la gestion des biomasses herbacées et des eaux aquifères au profit du bétail. Un contrôle régulier de la présence relative des espèces appréciées serait une étape nouvelle dans la gestion de ces espaces aménagés.

### 3.3 Autre

Les actions de renforcement des capacités se retrouvent quasi permanentes au niveau des missions d'échanges avec les éleveurs et les services techniques déconcentrés. Plus tard, des sessions d'alphabétisations interviendront en faveur des éleveurs relais et des éleveurs sélectionneurs.

Le projet aborde la question d'économie sociale à notamment à travers les appuis aux ménages les plus vulnérables, l'organisation des éleveurs autour des banques d'aliment bétail, l'appui à l'installation des vétérinaires ruraux et l'organisation des acteurs des filières animales pour des économies d'échelle.

## 4 Pilotage et apprentissage

### 4.1 Plan d'action

Formuler, sur la base des données et de l'analyse ci-dessus, des actions (décisions) à prendre. Celles-ci peuvent être d'ordre stratégique et/ou opérationnel.

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
<i>Description de l'action/la décision à prendre.</i>	<i>Le sous-chapitre auquel l'action/la décision se réfère (p. ex., 2.4)</i>	<i>Le responsable de la prise de décision/action</i>	<i>p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1</i>
Poursuivre la collaboration ponctuelle avec les services techniques déconcentrés sur terrain dans le cadre des Accords opérationnels d'exécution	Résultats 1 à 5	Ambassade	Q1-2013
Nouer un partenariat actif avec l'ICRAF pour la récupération des sols dégradés et l'ouverture d'une aire pastorale	Résultat 1	UAC et Ordonnateurs	Q1-2013
Contractualiser la surveillance des travaux des aménagements pastoraux avec un Bureau d'études (éventuellement le faire en partage avec PRODEFA)	Résultat 1	UAC et Ordonnateurs	Q2-2013
Mettre en place un Système D'Information Géographique (SIG) pour référencer les réalisations physiques sur terrain en vue d'une capitalisation, durable	Résultats 1 à 5	UAC	Q1-2013
Maintien d'un secrétariat à Bamako pour une synergie d'action avec le siège de Nara durant le temps de délocalisation d'une partie du personnel à Bamako	Fonctionnement	UAC	Q1-2013
Poursuivre le partenariat avec l'IER pour asseoir des stratégies idoines de développement des filières animales dans le cercle de Nara	Résultat 3	UAC	Q2-2013
Participer à la réflexion sur la maîtrise d'ouvrage assistée/déléguée par les communes	Fonctionnement	UAC	Q1-2013
Documenter les approches et stratégies adoptées en matière d'investissements et d'aménagements pastoraux	Fonctionnement	UAC	Q1-2013
Réaliser le CSC de la mission d'évaluation à mi-parcours	Fonctionnement	UAC	Q1-2013

## 4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Pour une bonne exécution <b>des marchés en cogestion</b> de l'année N+1, il faudrait que les DAO y relatifs soient initiés voire élaborés en année N.	Projet et Ordonnateurs
L'état actuel de la décentralisation et les dispositions légales (le cadre institutionnel plafonne les engagements des communes en matière de marchés publics à 50 millions de francs CFA) au Mali ne permettent pas encore une responsabilisation des Collectivités comme Maître d'ouvrage de gros investissements sur terrain.	Projet et Ordonnateurs
Les appuis en nature aux ménages les plus vulnérables semblent être plus adéquats que les donations financières. Les appuis en nature constituent un capital productif alors que l'argent est aperçu comme une recette à mobiliser immédiatement.	CTB dans le cadre de ses projets en matière de sécurité alimentaire

# 5 Annexes

## 5.1 Cadre logique d'origine

Chaîne de Résultats	Eléments	Indicateurs objectivement vérifiables		Base line	A1	A2	A3	A4	A5	Sources de vérification
<b>Impact :</b> <b>Résultat à long terme :</b> changements positifs à long terme induits par le projet sur une communauté plus large	<b>Obj. Gl.</b>  <b>La sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté sont renforcées dans le cercle de Nara</b>									
	<b>IOV : 1</b> Le taux de malnutrition aigüe de 6 - 59 mois a baissé de 10%	Taux de malnutrition aigüe des enfants	4,5%			4,270 %			4,05%	Rapports service de la santé
	<b>2</b> Tx de ménages ayant un effectif supérieur à 0,2 UBT / personne a augmenté de 10 %	Taux de ménages ayant un effectif de plus 0,2UBT/personne	70%						77%	Enquêtes individuelles (échantillonnages systématiques)
<b>Effets :</b> (outcomes moyen terme) = Résultats à moyen terme : changements induits par l'intervention sur le groupe cible	<b>Objectif Spécifique</b>  <b>La productivité des élevages est améliorée grâce à la sélection du Zébu Maure et à l'amélioration des conditions d'élevage</b>									
	<b>IOV : 3</b> Le nbre de ménages bénéficiaires prenant au moins 2 repas / j durant la soudure* est augmenté de 10 %	Taux de ménages ayant au moins 2 repas/jour	46%	46%	47%	48%	49%		50,60 %	Atelier MARP avec les femmes



	<b>4</b>	La qualité (diversification) des repas est améliorée de 25%	SDAM ( Score de Diversité Alimentaire)	<b>2,4</b>	2,4	2,50	2,70	2,90	<b>3,0</b>	Atelier MARP avec les femmes
	<b>5</b>	Le taux d'enfants ayant accès aux soins de santé appropriés est augmenté de 15%	Taux d'enfants avec soins de santé appropriés	<b>70%</b>	70%	72%	75%	78%	<b>80,5%</b>	Atelier MARP avec les femmes
	<b>6</b>	La product. laitière du Z. Maure est augmentée	(a) Nombre de litre de lait / période de lactation	<b>640</b>	640	690	720	780	<b>800</b>	Contrôle laitier (lait exploitable dans localité ER)
			(b) Degré de satisfaction des besoins en lait du ménage en saison S. Chaude	<b>15%</b>	15%	17%	20%	25%	<b>30%</b>	Atelier MARP avec les femmes
	<b>7</b>	La productivité numérique / an / FAR* est augmentée d'au moins 14%	Nombre de veau d'un an/FAR/an	<b>0,38</b>	0,38	0,40	0,43	0,49	<b>0,52</b>	Suivi Zootechnique allégé
	<b>8</b>	Dans les élevages sélectionneurs, la productivité pondérale est accrue d'au moins 50%	Poids de veau d'un an /FAR/an	<b>40</b>	40	43	48	55	<b>60</b>	Suivi Zootechnique allégé
	<b>9</b>	Le revenu des ménages bénéficiaires est augmenté	Taux de ménages ayant accru leurs capacités d'épargne	<b>17%</b>	17%	18%	20%	23%	<b>25%</b>	Atelier MARP avec les hommes
	<b>10</b>	Les capacités productives et défensives des ménages vulnérables bénéficiaires sont renforcées	Taux de ménages vulnérables bénéficiaires disposant d'au moins 1 attelage	<b>0%</b>	20%	40%	80%	100 %	<b>100%</b>	Atelier MARP avec les femmes

Produits : Output : biens, équipements, services) + Outcomes (effets à court terme résultant des produits)	Résultat 1	L'accès aux ressources pastorales est amélioré dans le cercle de Nara		Hypothèses : Les éleveurs assurent une gestion respectueuse des ressources pastorales Les parties prenantes dans la gestion des ressources pastorales s'accordent sur les modes de gestion						
		Libellé	Indicateurs :	Base L.	A1	A2	A3	A4	A5	Sources de vérification
<b>IOV :</b>	<b>11</b>	Nombre de périmètres réhabilités et sécurisés	(a) Nombre de périmètres sécurisés	0	0	0	5	1	6	Rapports projet
			(b) Efficience de la gestion (multicritères cotés)	20%	20%	30%	50%	70%	80%	Rapports projet
	<b>12</b>	Le temps d'utilisation des périmètres pastoraux réhabilités en saison sèche est augmenté de x%	Nombre de jours d'utilisation des parcours en saison sèche	90	90	120	150	180	180	Rapports des comités
	<b>13</b>	Le nombre de conflits sur l'utilisation des périmètres est diminué de 50%	Nombre de conflits	26	26	21	18	15	13	Rapports des comités
	<b>14</b>	Nombre de nouveaux périmètres pastoraux équipés et sécurisés	(a) Nombre de périmètres équipés et sécurisés	0	0	3	1	1	5	Rapports projet
			(b) Efficience de la gestion (multicritères cotés)	0%	0%	30%	50%	70%	80%	Rapports projet
	<b>15</b>	1 000 ha de parcours dégradés sont récupérés et correctement gérés par les acteurs locaux	(a) Nombre d'ha récupérés	0	0	0	500	1000	1000	Rapports projet
			(b) Nombre d'ha correctement gérés	0	0	0	1000	1000	1000	Rapports comités

<b>16</b>	Réduction du nombre de feux de brousse	Nbre d'ha brûlés /an (ensemble de 11 communes)	<b>180 000</b>	20 000	15 000	10 000	8 000	<b>5 000</b>	Rapports Eaux-Forêt	
<b>Activités :</b>	<b>1.1</b>	Réhabiliter et sécuriser les 5 périmètres pastoraux existants	Nbre de périmètres pastoraux sécurisés	<b>0</b>	0	0	5	1	<b>6</b>	Rapports projet
	<b>1.2</b>	Mettre en place des nouveaux périmètres pastoraux	Nbre de nouveaux périmètres pastoraux équipés et sécurisés	<b>0</b>	0	3	1	1	<b>5</b>	Rapports projet
	<b>1.3</b>	Récupérer durablement 1000 ha de sols dégradés	Nbre d'ha récupérés	<b>0</b>	0	0	500	100	<b>100</b>	Rapports projet
	<b>1.4</b>	Mettre en place un mécanisme de réalisation des travaux travers les communes	Taux d'utilisation des fonds par les communes	<b>0%</b>	0%	30%	50%	70%	<b>80%</b>	Rapports projet
	<b>1.5</b>									
	<b>1.6</b>									
	<b>1.7</b>									
	<b>1.8</b>									
	<b>1.9</b>									
	<b>1.1</b>									
	<b>0</b>									

Résultat 2		La gestion technique des élevages traditionnels est améliorée	Hypothèses :							
			<ul style="list-style-type: none"> <li>* Les éleveurs adoptent une gestion technique d'amélioration de l'alimentation de base (foins, valorisation des résidus de récolte)</li> <li>* Les éleveurs adaptent une gestion plus rationnelle de leur troupeau et assurent une gestion respectueuse des ressources pastorales</li> <li>* Les acteurs du RSAP s'engagent dans une dynamique de collaboration</li> <li>* Les conditions de viabilité des Cabinets Vétérinaires Ruraux sont assurées (adhésion des éleveurs et des services déconcentrés du MEP; lutte contre la concurrence déloyale et la fraude)</li> <li>* Les différents partenaires collaborent activement pour la mise en place du RSAP</li> </ul>							
IOV :		Libellé	Indicateurs :	Base L.	A1	A2	A3	A4	A5	Sources de vérification
17	Le taux de mortalité des bovins des éleveurs bénéficiaires est diminué de 25 %	Taux de mortalité de bovins	5%	5,0%	4,8%	4,5%	4%	3,75%	suivi Zootechnique allégé	
18	A partir de l'année 2, le nbre total de vaccinations chez les ruminants augmentent de 10%/an et le nbre de vaccination sur les volailles atteindra 30000	(a) Taux de couverture contre PPCB	64,75 %	64,75 %	71,23 %	78,35 %	86%	94,80 %	Rapports secteur vétérinaire	
		(b) Nombre de volaille vaccinée contre PPA	3 927	3 927	7 500	15 000	25 000	30 000	Rapports secteur vétérinaire	
19	Le RSAP est fonctionnel (respect du protocole, concertation trimestr. et synergie des interventions)	Taux de fonctionnalité (grille de fonctionnalité ; plusieurs critères)	0%	0%	20%	35%	45%	60%	Rapports de suivi du projet	
20	Le cheptel bovin familial est mieux exploité (accroissement du taux d'exploitation de 20 %) et mieux valorisé.	(a) Taux d'exploitation du cheptel bovin	12%	12%	12,5%	13%	14%	14,40 %	Suivi Zootechnique allégé	

		(b) Différence de prix entre animaux tout venant et animaux des bénéficiaires	<b>0,00</b>	0,00	20 000	30 000	40 000	<b>50 000</b>	Rapports STD
<b>21</b>	Les femmes rurales bénéficient d'une amélioration durable de leurs conditions de vie.	(a) Degré appréciation charge de travail	<b>64%</b>	64%	63%	62%	61%	<b>60%</b>	Atelier MARP avec les femmes
		(b) Augmentation du nbre d'AGR / femmes	<b>2,50</b>	2,50	2,50	2,60	2,80	<b>3,0</b>	Atelier MARP avec les femmes
		(c) amélior. de l'indice de particip. des femmes à la vie commun.	<b>29%</b>	29%	30%	33%	35%	<b>40%</b>	Atelier MARP avec les femmes
<b>22</b>	Au moins deux cent ménages très vulnérables ont émergé de leur situation d'extrême pauvreté	Nombre de ménages ayant amélioré leur capacité alimentaire, sanitaire et productive	<b>0</b>	0	50	100	150	<b>200</b>	Atelier MARP avec les femmes
<b>23</b>	L'accès au crédit pour les éleveurs est facilité	Nombre de dossiers financés	<b>0</b>	0	20	30	40	<b>50</b>	Rapports IMF
		Volume annuel du crédit octroyé /commune (million FCFA)	<b>0</b>	0	11	11	11	<b>11</b>	Rapports IMF
<b>24</b>	40 ER assurent la vulgarisation auprès de 1500 éleveurs bénéficiaires (dont 500 avec un encadrement rapproché)	Nombre de ER opérationnel	<b>0</b>	0	40	0	0	<b>40</b>	Rapports projet
		Nombre d'éleveurs bénéficiaires	<b>0</b>	0	300	800	1 000	<b>1 500</b>	Rapports projet

<b>25</b>	Les 3 CVR sont opérationnels	(a) Taux de rentabilité	0%	0%	20%	30%	45%	60%	Rapports CVR
		(b) Taux de satisfaction des éleveurs	0%	0%	20%	30%	40%	50%	Atelier MARP avec les hommes
		(c) Accroissement annuel du nbre de soins curatifs prodigués	0,00	??					Rapports CVR
<b>26</b>	12 BAB sont opérationnelles dans le cercle	(a) Nombre de BAB construites, équipées et approvisionnées	0	0	12	0	0	12	Rapports projet
		(b) Efficience de la gestion (plusieurs critères sont cotés)	0%	0%	30%	45%	60%	70%	Rapports évaluation
		(c) Taux de renouvellement annuel du stock	0%	0%	100%	120%	150%	150%	Rapports comités
<b>Activités :</b>									
2.1	Consolider le dispositif de terrain pour un appui-conseil aux éleveurs	Nbre d'ER opérationnels	0	0	40	0,00	0,00	40	Rapports projet
2.2	Améliorer la gestion des troupeaux	Nbre d'élevages cadrés	0	0	300	800	1000	1500	Rapports projet
2.3	Améliorer la santé animale à travers l'installation des 3CVR et du RSAP	Nbre de CVR installés et opérationnels	0	0	3	0,00	0,00	3	Rapports projet
2.4	Améliorer l'alimentation à travers la mise en place de 12 BAB	Nbre de BAB opérationnelles	0	0	12	0,00	0,00	12	Rapports projet
2.5	Améliorer les conditions de vie des ménages vulnérables à travers le renforcement des activités d'élevage	Nbre d'UBT diffusés en noyaux	0	0	200	400	500	500	Rapports projet
2.6	Renforcer les capacités d'épargne et de crédits des ménages	Nbre de projets financés sur le fonds de garantie	0	0	20	30	40	50	Rapports projet

	bénéficiaires								
2.7									
2.8									
2.9									
2.1									
0									

IOV :	27	La valorisation du bétail est améliorée grâce à la mise en œuvre d'un syst. d'informations fiables sur la commercialisation accessible aux différents acteurs	Indicateurs :	Hypothèses :					Sources de vérification	
				Le choix des stratégies de dynamisation des filières se fait sur des bases participatives (prise en compte des aspects efficacités, rentabilité et durabilité) la gestion des infrastructures de commercialisation et de valorisation des productions est efficace et transparente						
		Libellé	Indicateurs :	Base L.	A1	A2	A3	A4	A5	
			(a) Degré de satisfaction des éleveurs / prix	88%	88%	89%	91%	93%	95%	Atelier MARP avec les hommes
			(b) Efficacité du syst. d'information sur les prix	29%	29%	32%	38%	45%	50%	Atelier MARP avec les hommes
	28	L'écoulement et la valorisation du lait cru en hivernage sont confortés.	(a) Nombre de mini-laiteries/centres de collecte	0,00						Rapports projet
			(b) Nombre de litres de lait collecté	0,00						Rapports mini laiteries/Centre collecte
			(c) Degré de satisfaction des éleveurs vis-à-vis de l'écoulement	25%	25%	28%	35%	42%	50%	Atelier MARP avec les hommes

		de lait en hivernage							
<b>29</b>	Les onze communes ont construits/réhabilité des infrastructures de commercialisation/abattage adaptées et les gèrent de manière efficace et transparente	(a) Nombre d'infrastructures construites	<b>0,00</b>						Rapports projet
		(b) Nombre d'infrastructures réhabilitées	<b>0,00</b>						Rapports projet
		(c) Taux de fonctionnalité (plusieurs critères sont cotés)	<b>0%</b>						Rapports comités
<b>30</b>	L'accès au crédit pour les acteurs des filières d'élevage est facilité	(a) Nombre de dossiers financés	<b>0,00</b>						Rapports IMF
		(b) Volume annuel du crédit octroyé	<b>0,00</b>						Rapports IMF
<b>Activités :</b>									
<b>3.1</b>	Appui au développement à la filière lait	Nbre d'infrastructures implantées et gérées	<b>0</b>						Rapports projet
<b>3.2</b>	Appui au développement à la filière bétail-viande	Nbre d'infrastructures implantées et gérées	<b>0</b>						Rapports projet
<b>3.3</b>	Mise en place un fonds de crédit pour appuyer les opérateurs au sein des filières	Nbre de crédit octroyés	<b>0</b>						Rapports IMF
<b>3.4</b>									
<b>3.5</b>									
<b>3.6</b>									
<b>3.7</b>									



	3.8								
	3.9								
	3.1								
	0								

Résultat 4	Les capacités des acteurs institutionnels locaux à collaborer pour appuyer le développement de l'élevage sont améliorées		Hypothèses : * La volonté politique du gouvernement malien en faveur d'une plus grande déconcentration/décentralisation est maintenue * Les responsables des institutions impliquées ont une réelle de collaboration en faveur des éleveurs							
	Libellé	Indicateurs :	Base L.	A1	A2	A3	A4	A5	Sources de vérification	
IOV :	31	Le protocole commun fixant les rôles respectifs des différents acteurs institutionnels dans le développement de l'élevage est fonctionnel	(a) Nombre de missions annuelles de suivi technique et de supervision de la DRPIA et de la DRSV	0	0	6	6	6	24	Rapports de suivi DRPIA et DRSV
			(b) Taux d'application des recommandations en élevage par les CROCSAD, CLOCSAD et CCOCSAD	0%	0%	15%	25%	45%	60%	Compte rendu de réunion
	32	Le cadre de concertation sur l'élevage a permis de résoudre 75% des conflits et de mettre en œuvre un plan annuel réaliste de développement de l'élevage	(a) Taux de résolution de conflits liés à l'élevage	0%	15%	15%	30%	45%	50%	Rapports de concertation
			(b) Taux de réalisation des	18%	18%	25%	35%	35%	40%	Compte admin de la commune

		actions d'élevage dans les PDESC des communes								
<b>33</b>	Les coopératives assument leurs rôles de défense des intérêts des éleveurs et de promotion de projets porteurs (X projets pertinents et viables proposés dont 60% sont financés à travers les IMF)	(a) Taux de fonctionnalité des sociétés coopératives accompagnées par le Projet	<b>40%</b>	40%	45%	50%	55%	<b>60%</b>	Bilan niveau organisationnel	
		(b) % de projets pertinents élaborés par les SC et financés par les IMF	<b>0%</b>	0%	15%	30%	45%	<b>60%</b>	Rapport de suivi/Accord de partenariat IMF-Projet	
		(c) % des femmes membres des sociétés coopératives couvertes par les IMF	<b>5%</b>	5%	8%	13%	18%	<b>25%</b>	Rapports IMF/Protocole	
<b>34</b>	La CRA/DLCA partenaires du projet assument leurs missions d'encadrement et de suivi	Nbre de missions annuelles de suivi	<b>0</b>	4	4	4	4	<b>20</b>	Rapports d'activités	
<b>Activités :</b>										
<b>4.1</b>	Appuyer les acteurs institutionnels dans leurs	Nbre de séances de concertation	<b>0</b>	24	24	24	24	<b>24</b>	Compte rendu DLCA/CLOCSAD/CCOCS	

	capacités à se coordonner pour mettre en place des politiques locales de développement de l'élevage	tenues (2fois/an/commune, 2fois/an cercle)								AD
4.2	Appui à la DRPIA pour l'exercice de son mandat dans le cercle de Nara	Nbre de mission de suivi (départ: 1fois X trimestre)	0	4	4	4	4	4	4	Rapports supervision DRPIA
4.3	Appui au SLPIA et aux UAPIA pour l'exercice de son mandat dans le cercle de Nara	Nbre de mission de suivi (départ: 1fois/trim)	0	4	4	4	4	4	4	Rapports supervision SLPIA
4.4	Appui aux services vétérinaires	Nbre de mission de suivi (départ: 1fois/semestre)	0	2	2	2	2	2	2	Rapports supervision SV/DRSV
4.5	Appui aux communes	Nbre d'actions d'appui-conseil	0	2	2	2	2	2	2	Rapports missions projet
4.6	Appui à la Délégation Locale de la Chambre d'Agriculture	Nbre de mission de suivi	0	4	4	4	4	4	4	Rapports missions CRA/DLCA/Projet
4.7	Appui à l'émergence et au renforcement des organisations des producteurs	Nbre d'OP fonctionnelles	0	0	10	10	10			Rapports projet/DLCA
4.8	Appui au développement de l'offre de produits financiers dans le cercle de Nara	Nbre de crédits octroyés dans le secteur de l'élevage	0							Rapports IMF
4.9										
4.1										
0										

Résultat 5	Un programme de préservation et sélection du Zébu Maure est initié	Hypothèses :							Sources de vérification
		* La désignation effective d'un chargé de programme de sélection et amélioration des races locales à la DNPIA, * La désignation effective d'un chargé de programme de sélection et amélioration des races locales du SLPIA, * La stratégie de sélection prend en compte une participation active des éleveurs et les aspects durables							
IOV :	Libellé	Indicateurs :	Base L.	A1	A2	A3	A4	A5	
35	Des élev. sélectionneurs (ES) participent activement au Programme de Sélection	(a) Nombre d'éleveurs sélectionneurs	0	50	0	0	0	50	Rapports projet
		(b) Nombre de taureaux améliorateurs introduits	0	60	0	0	0	60	Rapports projet
		(c) nombre de vaches couvertes	0	0	0	0	0	2598	Rapports projet
36	Le nbre de vaches d'élite appartenant à des femmes représente au moins 30% des troupeaux en sélection. En 2014, au moins 50 femmes sont touchées par le PAG et en tirent des bénéfices	(a) Nombre de femmes touchées par le programme d'amélioration génétique	0	0	50	0	0	50	Rapports projet
		(b) Taux de vaches d'élite appartenant aux femmes	0%	0,00%	30,00%	0,0%	0%	30%	Rapports projet
37	Une cellule en matière d'amélioration génétique est opérationnelle au niveau de la DNPIA	Taux de fonctionnalité (grilles) de la cellule	0%	0%	20%	35%	50%	70%	Rapports projet
38	Des dispositions légales en matière	Nbre de textes réglementaires	1	0	0	1	2	3	Rapports projet

	d'amélioration génétique sont élaborées et adoptées	adoptés							
<b>Activités :</b>	Appui à la DNPIA pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'amélioration génétique								Rapports cellule
5.1									
5.2	Initier un programme participatif de sélection de Zébu Maure en milieu ouvert	Nbre d'ES	0,00	50,00				50	Rapports projet
5.3	Mettre en œuvre le programme de sélection en milieu ouvert	Nbre de noyaux de sélection	0,00	50,00				50	Rapports projet
5.4	Mettre en œuvre les Unités de Testage dans les sites retenus	Nbre d'UT mises en place							Rapports projet
5.5	Mettre en place un programme de lutte contre la consanguinité	Nbre de taureaux introduits	0,00	60,00				60	Rapports projet
5.6	Soutien à la coordination des acteurs et à la diffusion de Zébu Maures	Nbre d'animaux diffusés							Rapports projet
5.7									
5.8									
5.9									
5.1									
0									

## 5.2 Cadre logique mis à jour

Inclure le cadre logique mis à jour s'il a changé au cours des 12 derniers mois ou si le présent rapport des résultats propose un nouveau cadre logique mis à jour.

## 5.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	
Planning de l'EMP	Q2 - 2013
Planning de l'évaluation finale	jj/mm/aaaa
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	21 au 25 Février 2012 et 15 au 23 Octobre 2012

## 5.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m)» (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel.)

### Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version: **D01**

Currency : **EUR**

YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2012

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
<b>A OBJECTIF SPÉCIFIQUE (PART) 1</b>			<b>5.488.301,00</b>	<b>289.202,10</b>	<b>307.904,63</b>	<b>597.106,73</b>	<b>-4.891.194,27</b>	<b>11%</b>
01 L'accès aux ressources pastorales est amélioré			2.230.588,00	18.858,99	22.390,53	41.249,52	2.198.338,48	2%
01 Mise en place d'un fonds de développement communal		COGES	1.812.939,00	9.239,88	510,15	9.750,03	1.803.188,97	1%
02 Accompagnement du processus de sécurisation et		COGES	273.377,00	9.487,78	21.880,38	31.368,16	242.008,84	11%
03 Renforcement des coopératives pastorales		COGES	153.272,00	131,33	0,00	131,33	153.140,67	0%
02 La gestion technique des élevages traditionnel est			827.910,00	18.248,56	17.104,82	35.353,38	792.556,62	4%
01 Consolidation du dispositif de terrain		COGES	77.615,00	0,00	0,00	0,00	77.615,00	0%
02 Formations et encadrement spécifique des éleveurs		COGES	96.120,00	0,00	0,00	0,00	96.120,00	0%
03 Améliorer la santé animale		COGES	85.445,00	13.634,27	5.923,33	19.557,00	65.887,40	23%
04 Mise en place des Banques Aliments Bétail		COGES	203.393,00	4.614,29	9.700,45	14.314,74	189.078,26	7%
05 Renforcer les capacités défensives des ménages		COGES	225.337,00	0,00	1.481,04	1.481,04	223.855,96	1%
06 Offre de produits financiers		COGES	140.000,00	0,00	0,00	0,00	140.000,00	0%
03 La commercialisation des produits de l'élevage et mieux			492.441,00	40.255,69	776,57	41.032,26	451.408,74	8%
01 Appui au développement de la filière laitière		COGES	167.722,00	20.410,26	449,72	20.859,98	146.862,02	12%
02 Appui au développement de la filière viande		COGES	181.836,00	19.845,43	326,85	20.172,28	161.663,72	11%
03 Mise en place d'un fonds de crédit pour l'appui aux		COGES	142.883,00	0,00	0,00	0,00	142.883,00	0%
04 Les capacités des acteurs institutionnels sont			731.242,00	198.070,30	61.324,15	259.394,45	471.847,55	35%
01 Renforcement des acteurs à se coordonner		COGES	71.812,00	47.848,13	304,90	48.153,03	23.658,97	67%
02 Appui à la DRPIA		COGES	119.483,00	59.396,60	32.342,73	91.739,33	27.743,67	77%
03 Appui à la SLPIA et UAPIA		COGES	192.349,00	85.022,40	22.320,51	107.342,91	85.006,09	56%
04 Appui aux services vétérinaires		COGES	43.011,00	3.933,18	4.575,18	8.508,36	34.502,64	20%
05 Appui aux communes		COGES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	??
		REGIE	2.027.652,00	522.125,46	468.724,36	990.849,82	1.036.802,18	49%
		COGEST	5.972.348,00	476.566,55	329.255,78	805.822,33	5.166.525,67	13%
		<b>TOTAL</b>	<b>8.000.000,00</b>	<b>998.692,01</b>	<b>797.980,14</b>	<b>1.796.672,15</b>	<b>6.203.327,85</b>	<b>22%</b>



Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0902811 Printed on vrijdag 11 januari 2013

page: 1

## Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version: **D01**

Year to month : 31/12/2012

Currency : **EUR**

YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
06 Appui à la Délégation Locale de la CRA		COGES	75.228,00	602,11	<b>1.457,83</b>	2.059,94	73.168,08	3%
07 Appui à l'émergence du secteur associatif		COGES	86.104,00	1.267,88	<b>323,00</b>	1.590,88	84.513,12	2%
08 Appui aux Institutions de Micro-finance		COGES	86.744,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	86.744,00	0%
09 Motos SLPIA/UAPIA et SV		REGIE	58.511,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	58.511,00	0%
<b>05 Un programme de préservation et de sélection est mis en</b>			<b>1.197.120,00</b>	<b>13.768,56</b>	<b>206.308,56</b>	<b>220.077,12</b>	<b>977.042,88</b>	<b>18%</b>
01 Assistant technique international/Appui à la DNPA		REGIE	530.921,00	6.660,70	<b>170.945,40</b>	177.806,10	353.314,90	33%
02 Sélection des sites favorables et organisation ES		REGIE	19.943,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	19.943,00	0%
03 Mise en place des Unités de Testage		COGES	307.133,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	307.133,00	0%
04 Mettre en place le programme de sélection		COGES	155.285,00	7.107,86	<b>35.363,16</b>	42.471,02	112.793,98	27%
05 Coordination et diffusion		COGES	89.338,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	89.338,00	0%
06 Camion bétailière		REGIE	94.520,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	94.520,00	0%
<b>X RÉSERVE BUDGÉTAIRE</b>			<b>120.194,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>120.194,00</b>	<b>0%</b>
01 Réserve budgétaire			120.194,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	120.194,00	0%
01 Réserve budgétaire COGESTION		COGES	95.194,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	95.194,00	0%
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	25.000,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	25.000,00	0%
<b>Z MOYENS GÉNÉRAUX</b>			<b>2.391.505,00</b>	<b>709.489,91</b>	<b>490.075,51</b>	<b>1.199.585,42</b>	<b>1.191.939,58</b>	<b>50%</b>
01 Frais de personnel			1.259.250,00	370.960,17	<b>272.764,10</b>	643.724,27	615.525,73	51%
01 Assistant technique		REGIE	809.000,00	281.819,44	<b>170.215,21</b>	452.034,65	356.965,35	56%
02 Responsable national Nara		COGES	70.800,00	4.954,59	<b>9.991,51</b>	14.946,10	55.853,90	21%
03 Responsable Administratif et financier Nara		REGIE	61.950,00	14.847,83	<b>15.585,44</b>	30.233,07	31.716,93	49%
04 Equipe finance et administration		COGES	42.300,00	10.394,45	<b>10.666,43</b>	21.060,88	21.239,12	50%
05 Equipe technique		COGES	182.400,00	41.046,04	<b>48.132,45</b>	89.178,49	93.221,51	49%
		REGIE	2.027.652,00	522.125,46	<b>468.724,36</b>	990.949,82	1.036.802,18	49%
		COGEST	5.972.348,00	476.566,55	<b>329.255,78</b>	805.822,33	5.166.525,67	13%
		<b>TOTAL</b>	<b>8.000.000,00</b>	<b>998.692,01</b>	<b>797.980,14</b>	<b>1.796.672,15</b>	<b>6.203.327,85</b>	<b>22%</b>





## Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version: **D01**

Year to month : 31/12/2012

Currency : **EUR**

YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
06 Autres frais de personnel		COGES	92.800,00	18.098,02	<b>18.173,06</b>	36.271,08	56.528,92	39%
<b>02 Investissements</b>			<b>254.440,00</b>	<b>178.388,97</b>	<b>94.728,08</b>	271.115,05	-16.668,05	<b>107%</b>
01 Véhicules		REGIE	128.503,00	119.709,02	<b>57.721,99</b>	177.431,01	-50.928,01	140%
02 Equipement bureau		REGIE	88.345,00	35.837,76	<b>32.912,83</b>	68.750,59	19.594,41	78%
03 Equipement IT		REGIE	39.601,00	20.840,19	<b>4.093,26</b>	24.933,45	14.667,55	63%
04 Aménagements du bureau		COGES	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	2%
<b>03 Frais de fonctionnement</b>			<b>702.448,00</b>	<b>119.532,05</b>	<b>105.333,10</b>	224.985,15	477.562,85	<b>32%</b>
01 Loyer du bureau		COGES	0,00	640,29	<b>4.908,86</b>	5.549,15	-5.549,15	2%
02 Services et frais de maintenance		COGES	31.751,00	7.748,03	<b>5.940,05</b>	13.688,08	18.064,92	43%
03 Frais de fonctionnement des véhicules		COGES	532.283,00	36.340,89	<b>35.136,12</b>	71.477,01	460.805,99	13%
04 Télécommunications		COGES	38.085,00	19.889,72	<b>7.703,20</b>	27.592,92	10.492,08	72%
05 Fournitures de bureau		COGES	27.390,00	11.588,28	<b>7.803,48</b>	19.389,76	8.000,24	71%
06 Missions		COGES	32.874,00	17.733,88	<b>17.025,51</b>	34.759,39	-1.885,39	106%
07 Frais de représentation et de communication externe		COGES	7.028,00	240,18	<b>720,32</b>	960,50	6.065,50	14%
08 Formation		COGES	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	2%
09 Frais de consultance		COGES	0,00	0,00	<b>36,59</b>	36,59	-36,59	2%
10 Frais financiers		COGES	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	2%
11 Frais TVA		COGES	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	2%
12 Autres frais de fonctionnement		COGES	33.039,00	25.354,78	<b>26.058,97</b>	51.413,75	-18.374,75	158%
<b>04 Audit et Suivi et Evaluation</b>			<b>175.358,00</b>	<b>42.610,64</b>	<b>17.250,20</b>	59.880,84	115.497,16	<b>34%</b>
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	110.358,00	42.610,64	<b>15.622,18</b>	58.232,82	52.125,18	53%
02 Audit		REGIE	55.000,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	55.000,00	0%
		REGIE	2.027.652,00	522.125,46	<b>468.724,36</b>	990.849,82	1.036.802,18	49%
		COGEST	5.972.348,00	476.566,55	<b>329.255,78</b>	805.822,33	5.166.525,67	13%
		<b>TOTAL</b>	<b>8.000.000,00</b>	<b>998.692,01</b>	<b>797.980,14</b>	1.796.672,15	6.203.327,85	<b>22%</b>



Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0902811 Printed on vrijdag 11 januari 2013

page 3

## Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0902811

Project Title : **Zébu Maure**

Budget Version: **D01**

Year to month : 31/12/2012

Currency : **EUR**

YIM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2011	Expenses 2012	Total	Balance	% Exec
03 Backstopping		REGIE	10.000,00	0,00	<b>1.628,02</b>	1.628,02	8.371,98	16%
<b>99 Conversion rate adjustment</b>			0,00	0,08	<b>0,03</b>	0,11	-0,11	?%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,08	<b>0,03</b>	0,11	-0,11	?%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00	0,00	<b>0,00</b>	0,00	0,00	?%

	REGIE	2.027.852,00	522.125,46	<b>468.724,36</b>	990.849,82	1.036.802,18	40%
	COGEST	5.972.348,00	476.586,55	<b>329.255,78</b>	805.822,33	5.166.525,67	13%
	<b>TOTAL</b>	<b>8.000.000,00</b>	<b>998.692,01</b>	<b>797.980,14</b>	<b>1.796.672,15</b>	<b>6.203.327,85</b>	<b>22%</b>



Budget vs Actuals (Year to Month) of MLI0902811 Printed on vrijdag 11 januari 2013

page: 4

## 5.5 Ressources

Dans la présente annexe optionnelle, les interventions doivent mentionner tout matériel disponible sur les effets de l'intervention sur les bénéficiaires. Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling »...). Indiquer également si du matériel audiovisuel, des études, des rapports de capitalisation ou des publications (scientifiques) mettant en évidence les effets de l'intervention sur les bénéficiaires, ont été produits et sont disponibles.

Quantité	Désignation & Bénéficiaires
	<b>I. DRPIA - Koulikoro</b>
1	Toyota Fortuner
4	Ordinateurs portables
2	Armoire en bois vitré deux battants
5	Fauteuil visiteur
3	Etagère en bois Vitré
1	Imprimante
1	Scanner appui
3	Climatiseur monoblocs
1	Salon complet
	<b>II. Collectivités locales Nara</b>
100	Chaise en Nylon avec accoudoir pour salle de conférence
360	Chaise métallique pour salle de conférence
20	Table de conférence salle de réunion
2	Batteries
1	Photocopieuse
7	Kits solaires
11	Ordinateurs portable)
24	24 chaises
1	Appareil sonorisation)
1	Groupe électrogène
11	Imprimante
8	Bureaux
	<b>III. SLPIA - Nara</b>
1	Bâtiment siège du PRODEZEM
2	Armoire métallique solide
2	Fauteuil visiteur
2	Bureau demi ministre
	<b>IV. Services Vétérinaires Nara</b>
2	Armoire métallique
4	Fauteuil

2	Bureau
1	Ordinateur Portable
	V. CRA - Koulikoro
1	Ordinateur Portable
1	Imprimante
	VI. DLCA - Nara
1	Photocopieuse Moyenne
1	Imprimante
1	Motos Yamaha DT125

## 5.6 Décisions prises par la SMCL et suivi

Fournir un aperçu des décisions stratégiques importantes prises par la SMCL et assurer le suivi de ces décisions.

Décision à prendre						Action	
Décision à prendre	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Action(s)	Resp.	Date limite
Inviter les représentants des éleveurs de Nara pour siéger à la SMCL	27/02/12	Prochaine SMCL	SMCL	Projet	Invitation du représentant des éleveurs	MEP	15 jours avant
Prendre contact avec le PADESO pour harmoniser les points de vue sur les forages et leur équipement dans les périmètres pastoraux identifiés	27/02/12	16/03/12	SMCL	Projet	Prise de contact		
D'harmoniser les réalisations en faveur des communes avec le PADK et le Fonds Belge de Sécurité Alimentaire	21/06/2012	Permanent	Comité Technique de Suivi	Projet	Contact avec PADK	Projet	-

De prendre toutes les dispositions nécessaires en accord avec l'Administration pour sécuriser les biens et le personnel du Projet, les agents expatriés et le matériel roulant et de solliciter la hiérarchie si nécessaire	21/06/2012	Permanent	CTS	Projet	Contacts permanents administration, DNPIA et CTB	avec Projet	-
---	------------	-----------	-----	--------	--	----------------	---